

2024/3172

31.12.2024

**RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2024/3172 DE LA COMMISSION****du 29 novembre 2024****définissant des normes techniques d'exécution pour l'application du règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la publication, par les établissements, des informations visées à la huitième partie, titres II et III, dudit règlement, et abrogeant le règlement d'exécution (UE) 2021/637 de la Commission****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 <sup>(1)</sup>, et notamment son article 434 bis, cinquième alinéa,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement d'exécution (UE) 2021/637 de la Commission <sup>(2)</sup> a prévu des formats de publication uniformes afin d'assurer une application uniforme du règlement (UE) n° 575/2013. Le règlement (UE) 2024/1623 du Parlement européen et du Conseil <sup>(3)</sup> a modifié le règlement (UE) n° 575/2013 afin d'y intégrer les normes internationales du troisième cadre réglementaire international pour les banques (ci-après dénommé «Bâle III») du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (ci-après dénommé «CBCB»). Ces normes internationales contiennent des normes de publication prudentielle visant à améliorer la transparence et la cohérence dans le domaine des exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. Il est par conséquent nécessaire de modifier les règles définissant des formats de publication uniformes, afin de tenir compte de ces modifications des spécifications concernant les obligations de publication.
- (2) La publication par les établissements d'informations sur leurs principaux indicateurs réglementaires devrait inclure la publication de leurs fonds propres disponibles, de leurs actifs pondérés en fonction des risques, de leur ratio de levier, ainsi que de leurs indicateurs de liquidité les plus pertinents.
- (3) Pour pouvoir absorber leurs pertes en continuité d'exploitation ou de cessation d'activité, les établissements ont besoin de fonds propres en quantité et en qualité suffisantes, comme l'exige l'article 92 du règlement (UE) n° 575/2013. Les établissements devraient publier des informations sur la composition, la quantité et la qualité de leurs fonds propres, afin de permettre aux parties prenantes d'évaluer la capacité d'absorption des pertes des banques.
- (4) Les informations concernant le respect de l'exigence de coussin de fonds propres contracyclique devraient refléter le fait que le coussin de fonds propres contracyclique visé au titre VII, chapitre 4, de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil <sup>(4)</sup> vise à garantir que les exigences de fonds propres du secteur bancaire tiennent compte de l'environnement macrofinancier dans lequel opèrent les établissements de crédit.

<sup>(1)</sup> JO L 176 du 27.6.2013, p. 1, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2013/575/oj>.

<sup>(2)</sup> Règlement d'exécution (UE) 2021/637 de la Commission du 15 mars 2021 définissant des normes techniques d'exécution en ce qui concerne la publication, par les établissements, des informations visées aux titres II et III de la huitième partie du règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement d'exécution (UE) n° 1423/2013 de la Commission, le règlement délégué (UE) 2015/1555 de la Commission, le règlement d'exécution (UE) 2016/200 de la Commission et le règlement délégué (UE) 2017/2295 de la Commission (JO L 136 du 21.4.2021, p. 1, ELI: [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2021/637/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2021/637/oj)).

<sup>(3)</sup> Règlement (UE) 2024/1623 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne les exigences pour risque de crédit, risque d'ajustement de l'évaluation de crédit, risque opérationnel et risque de marché et le plancher de fonds propres (JO L, 2024/1623, 19.6.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/1623/oj>).

<sup>(4)</sup> Directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, modifiant la directive 2002/87/CE et abrogeant les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE (JO L 176 du 27.6.2013, p. 338, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dir/2013/36/oj>).

- (5) Il est crucial que le marché ait accès à des informations lui permettant de savoir si un établissement doit être classé comme établissement d'importance systémique mondiale (EISM). C'est pourquoi les établissements devraient publier ces informations, qu'ils remplissent ou non les critères d'importance visés à l'article 131 de la directive 2013/36/UE.
- (6) Il convient d'élaborer des modèles uniformes pour garantir que les informations publiées par les établissements sur leur respect des exigences de liquidité, notamment sur leur ratio de couverture des besoins de liquidité et leur ratio de financement stable net, soient publiées d'une manière uniforme et comparable.
- (7) Il est nécessaire d'assurer la cohérence des obligations de déclaration imposées par le règlement (UE) n° 575/2013 avec d'autres actes législatifs de l'Union dans le domaine des risques ESG, et en particulier avec le règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil <sup>(5)</sup>. Les règles relatives à la publication d'informations sur les risques ESG devraient dès lors tenir compte des critères, classifications et définitions prévus aux articles 2 et 3 du règlement (UE) 2020/852. Elles devraient, en particulier, tenir compte des critères d'identification et de classification des activités économiques durables sur le plan environnemental, tels qu'ils sont définis dans le règlement (UE) 2020/852 et dans le règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission <sup>(6)</sup>. Pour la même raison, les informations publiées par les établissements sur la performance énergétique de leur portefeuille immobilier devraient l'être sous la forme du certificat de performance énergétique défini à l'article 2, point 12), de la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil <sup>(7)</sup>.
- (8) Les articles 19 *bis* et 29 *bis* de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil <sup>(8)</sup> imposent respectivement à certaines grandes entreprises qui sont des entités d'intérêt public d'inclure dans leur rapport de gestion, et aux entités d'intérêt public qui sont des entreprises mères d'un grand groupe d'inclure dans leur rapport consolidé de gestion, des informations sur l'incidence de leurs activités sur les questions environnementales, sociales et de personnel, de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption. Cette obligation ne s'applique toutefois pas aux autres entreprises. En conséquence, les entreprises qui ne relèvent pas de l'article 19 *bis* ou de l'article 29 *bis* de la directive 2013/34/UE ne sont pas tenues de publier ces informations et pourraient ne pas être en mesure de les fournir aux établissements. On peut donc seulement attendre de telles entreprises qui sont des contreparties d'établissements qu'elles fournissent ces informations et données spontanément.
- (9) Afin de mettre en œuvre les normes de Bâle III, le règlement (UE) 2024/1623 a introduit à l'article 92, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 575/2013 une limite inférieure aux exigences de fonds propres fondées sur le risque calculées à l'aide de modèles internes («plancher de fonds propres»), qui est égale à un pourcentage des exigences de fonds propres qui s'appliqueraient en cas d'utilisation d'approches standard. Ces modifications doivent donc être prises en compte dans les modèles de publication d'informations concernés. En outre, afin de permettre de comparer les ratios de fonds propres fondés sur le risque calculés selon les approches standard et ceux calculés selon les approches modélisées en interne, au niveau du risque et, pour le risque de crédit, au niveau des catégories d'expositions, il convient d'introduire deux nouveaux modèles de publication d'informations.
- (10) En ce qui concerne l'utilisation de l'approche standard («SA») pour le risque de crédit, le règlement (UE) 2024/1623 a introduit au titre II, chapitre 2, du règlement (UE) n° 575/2013 une pondération en fonction des risques plus détaillée pour différentes expositions, à savoir les expositions sur les établissements, les expositions sur les entreprises, les expositions de financement spécialisé, les expositions sur la clientèle de détail, les expositions garanties par des biens immobiliers, les expositions sur des créances subordonnées, les expositions sous forme d'actions et les expositions en défaut. Ces modifications doivent donc être prises en compte dans les modèles de publication d'informations, dont la numérotation des lignes doit être alignée sur celle utilisée dans les modèles de publication d'information correspondants du CBCB.

<sup>(5)</sup> Règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 (JO L 198 du 22.6.2020, p. 13, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2020/852/oj>).

<sup>(6)</sup> Règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission du 17 juillet 2020 complétant le règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil par des normes minimales pour les indices de référence «transition climatique» de l'Union et les indices de référence «accord de Paris» de l'Union (JO L 406 du 3.12.2020, p. 17, ELI: [http://data.europa.eu/eli/reg\\_del/2020/1818/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_del/2020/1818/oj)).

<sup>(7)</sup> Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments (refonte) (JO L 153 du 18.6.2010, p. 13, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dir/2010/31/oj>).

<sup>(8)</sup> Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil (JO L 182 du 29.6.2013, p. 19, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dir/2013/34/oj>).

- (11) Le règlement (UE) 2024/1623 a introduit au titre II, chapitre 3, du règlement (UE) n° 575/2013, en ce qui concerne l'utilisation de l'approche fondée sur les notations internes (approche «NI») pour les expositions au risque de crédit, des dispositions limitant les catégories d'expositions auxquelles l'approche NI avancée (A-IRB) peut être appliquée pour calculer les exigences de fonds propres pour risque de crédit. Plus précisément, pour les expositions sur des établissements, seule l'approche NI simple (F-IRB) peut désormais être utilisée, et pour les expositions sous forme d'actions, seule l'approche standard est autorisée, sauf pendant une période transitoire. En outre, de nouvelles catégories d'expositions, à savoir les «administrations régionales ou locales» et les «entités du secteur public», ont été créées afin d'assurer un traitement cohérent de ces expositions et d'éviter une variabilité fortuite des exigences de fonds propres correspondantes. Ces modifications devraient être prises en compte dans les modèles de publication d'informations sur l'utilisation de l'approche NI. La structure du modèle concernant l'effet sur les RWEA des dérivés de crédit utilisés comme techniques d'atténuation du risque de crédit (ARC) doit aussi être alignée sur la numérotation des lignes du modèle de publication d'informations correspondant du CBCB.
- (12) Le règlement (UE) 2024/1623 a introduit, sous le titre IV du règlement (UE) n° 575/2013, un nouveau cadre de calcul des exigences de fonds propres pour risque de marché, basé sur la révision fondamentale du portefeuille de négociation (*fundamental review of the trading book*, ou FRTB) du CBCB. Cette modification était nécessaire pour remédier aux déficiences constatées, dans le cadre actuel de calcul des exigences de fonds propres pour risque de marché, en ce qui concerne les positions du portefeuille de négociation. Conformément au nouveau cadre, pour calculer leurs exigences de fonds propres pour risque de marché, les établissements doivent appliquer une approche standard simplifiée, une approche standard de remplacement ou une approche alternative fondée sur les modèles internes. Ces modifications doivent être prises en compte dans les modèles de publication d'informations, par l'introduction d'un ensemble complet de tableaux et de modèles. Ce nouvel ensemble de tableaux et de modèles devrait prendre effet lorsque le cadre réglementaire pour le risque de marché basé sur les normes de la FRTB de Bâle entrera en application dans l'Union. Dans l'intervalle, les obligations de publication actuellement en vigueur devraient continuer de s'appliquer. Pour une bonne compréhension de l'application de cette nouvelle approche, les établissements qui utilisent l'approche alternative fondée sur les modèles internes devront, à la date d'entrée en application du nouveau cadre de publication d'informations, publier les informations quantitatives demandées en même temps que les informations qualitatives.
- (13) Il convient d'établir des formats de publication uniformes pour garantir que les informations sur les risques d'ajustements d'évaluations de crédit (*credit valuation adjustments*, ou CVA) soient publiées d'une manière uniforme et comparable. À cet effet, il est donc nécessaire d'introduire de nouveaux modèles et tableaux pour la publication d'informations quantitatives et qualitatives sur le risque de CVA. Ces modèles devraient tenir compte du fait que les établissements soumis à des exigences de fonds propres pour risque de CVA peuvent appliquer l'approche standard, de base ou simplifiée, ou une combinaison de celles-ci, et que le risque de CVA devrait englober aussi bien le risque d'écart de crédit de la contrepartie d'un établissement que le risque de marché du portefeuille de transactions de cet établissement avec cette contrepartie.
- (14) Le règlement (UE) 2024/1623 a introduit au titre III, chapitre 1, du règlement (UE) n° 575/2013 une nouvelle approche unique, non fondée sur des modèles, pour calculer les exigences de fonds propres pour risque opérationnel, afin de remédier au manque de sensibilité au risque et de comparabilité des approches existantes. En vertu d'un pouvoir discrétionnaire prévu dans les normes de Bâle III, les exigences minimales de fonds propres de l'Union reposent uniquement sur le calcul de la composante «indicateur d'activité» (*business indicator component*, ou BIC), et l'historique des pertes n'est pris en considération que pour la publication d'informations. Il convient de transposer ces modifications dans les modèles de publication d'informations, notamment en élaborant de nouveaux modèles permettant de fournir des informations sur les pertes opérationnelles annuelles des dix dernières années, sur le calcul de l'indicateur d'activité et de ses composantes et sous-composantes, ainsi que sur les exigences de fonds propres et les montants d'exposition au risque correspondants.
- (15) L'article 501 *quinquies*, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 575/2013 précise comment les établissements doivent, jusqu'à la date d'application de l'acte législatif prévu par l'article 501 *quinquies*, paragraphe 1, dudit règlement, calculer les exigences de fonds propres pour leurs expositions sur crypto-actifs. Il est donc nécessaire de préciser comment les établissements doivent publier leurs expositions sur crypto-actifs durant cette période de transition.
- (16) Le règlement (UE) 2024/1623 a modifié l'article 434 *bis*, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 575/2013 en y introduisant l'obligation pour l'ABE d'élaborer des solutions informatiques, comportant des instructions d'utilisation, pour les établissements qui doivent publier des informations en vertu des titres II et III dudit règlement. Les modèles prévus pour la publication d'informations devraient indiquer suffisamment clairement les points de données et les informations que les établissements doivent publier, afin que les utilisateurs disposent d'informations suffisamment complètes et comparables et que la cohérence avec les normes internationales en matière de publication d'informations soit respectée. Afin de permettre à l'ABE de mettre au point des solutions informatiques appropriées, ces formats de publication uniformes ne devraient pas être contraignants en termes de structure et de présentation. Concrètement, l'ABE devrait pouvoir s'écarter de la présentation graphique et de la structure tabulaire des modèles de publication prévus, du moment que tous les points de données et toutes les informations exigés sont inclus dans la solution informatique.

- (17) Pour pouvoir fournir aux établissements un ensemble complet et intégré de formats de publication uniformes et garantir la qualité des informations publiées, tout en respectant aussi l'approche prévue à l'article 434 bis, paragraphe 1, révisé, du règlement (UE) n° 575/2013, il est nécessaire d'abroger le règlement d'exécution (UE) 2021/637 et de le remplacer par le présent règlement.
- (18) Pour que les établissements puissent publier en temps utile des informations de qualité, il convient de leur laisser suffisamment de temps pour adapter leurs systèmes internes aux modifications que le présent règlement apporte au cadre actuel de publication d'informations.
- (19) Le présent règlement se fonde sur le projet de normes techniques d'exécution soumis à la Commission par l'Autorité bancaire européenne.
- (20) L'Autorité bancaire européenne a procédé à des consultations publiques ouvertes sur le projet de normes techniques d'exécution sur lequel se fonde le présent règlement, analysé les coûts et avantages potentiels qu'il implique et sollicité l'avis du groupe des parties intéressées au secteur bancaire institué par l'article 37 du règlement (UE) n° 1093/2010 du Parlement européen et du Conseil <sup>(9)</sup>,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

#### *Article premier*

### **Publication des indicateurs clés et d'une vue d'ensemble des montants d'exposition pondérés**

Les établissements publient les informations visées à l'article 438, points a) à d), f) et g), et à l'article 447, points a) à g), du règlement (UE) n° 575/2013, comme indiqué à la section 1 — «Informations à fournir sur la gestion des risques, les indicateurs prudentiels clés et les actifs pondérés en fonction des risques» de l'annexe I.

#### *Article 2*

### **Publication des objectifs et des politiques en matière de gestion des risques**

Les établissements publient les informations visées à l'article 435 du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 2 — «Publication des objectifs et des politiques en matière de gestion des risques» de l'annexe I.

#### *Article 3*

### **Publication du champ d'application**

Les établissements publient les informations visées à l'article 436, points b) à h), du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 3 — «Publication du champ d'application» de l'annexe I.

#### *Article 4*

### **Publication d'informations sur les fonds propres**

Les établissements publient les informations visées à l'article 437, points a) à f), du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 4 — «Publication d'informations sur les fonds propres» de l'annexe I.

<sup>(9)</sup> Règlement (UE) n° 1093/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/78/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 12, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2010/1093/oj>).

*Article 5***Publication d'informations sur le coussin de fonds propres contracyclique**

Les établissements publient les informations visées à l'article 440, points a) et b), du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 5 — «Publication d'informations sur le coussin de fonds propres contracyclique» de l'annexe I.

*Article 6***Publication d'informations sur le ratio de levier**

Les établissements publient les informations visées à l'article 451, paragraphe 1, points a) à e), et à l'article 451, paragraphes 2 et 3, du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 6 — «Publication d'informations sur le ratio de levier» de l'annexe I.

*Article 7***Publication d'informations sur les indicateurs d'importance systémique mondiale**

1. Les établissements d'importance systémique mondiale (EISm) publient les informations relatives aux valeurs des indicateurs utilisés pour déterminer leur score visés par l'article 441 du règlement (UE) n° 575/2013 en respectant le format de publication uniforme prévu par l'article 434 bis dudit règlement. Les EISm utilisent ce format de publication, que les autorités concernées utilisent pour collecter ces valeurs d'indicateurs conformément à l'article 3, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1222/2014 de la Commission<sup>(10)</sup>, à l'exception des données auxiliaires et éléments pour mémoire collectés conformément à l'article 3, paragraphe 2, dudit règlement délégué.

2. Les EISm publient les informations visées au paragraphe 1 dans leur rapport de fin d'exercice au titre du troisième pilier. Les EISm republient les informations visées au paragraphe 1 dans leur premier rapport au titre du troisième pilier qui suit la communication finale des valeurs des indicateurs aux autorités compétentes concernées, si les chiffres communiqués diffèrent des chiffres publiés dans le rapport de fin d'exercice au titre du troisième pilier.

*Article 8***Publication d'informations sur les exigences de liquidité**

Les établissements publient les informations visées à l'article 435, paragraphe 1, et à l'article 451 bis, paragraphes 2, 3 et 4, du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 7 — «Publication d'informations sur les exigences de liquidité» de l'annexe I.

*Article 9***Publication d'informations sur les expositions au risque de crédit et au risque de dilution et sur la qualité de crédit**

1. Les établissements publient les informations visées à l'article 435, paragraphe 1, points a), b), d) et f), et à l'article 442 du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 8 — «Publication d'informations sur la qualité de crédit» de l'annexe I.

2. Les établissements de grande taille dont le ratio entre la valeur comptable brute des prêts et avances relevant de l'article 47 bis, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 575/2013 et la valeur comptable brute totale des prêts et avances relevant de l'article 47 bis, paragraphe 1, dudit règlement est égal ou supérieur à 5 % publient, outre les informations visées au paragraphe 1, les informations supplémentaires nécessaires pour se conformer à l'article 442, points c) et f), dudit règlement. Ils publient ces informations sur une base annuelle.

<sup>(10)</sup> Règlement délégué (UE) n° 1222/2014 de la Commission du 8 octobre 2014 complétant la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation précisant la méthodologie selon laquelle les établissements d'importance systémique mondiale sont recensés ainsi que la méthodologie applicable à la définition des sous-catégories d'établissements d'importance systémique mondiale (JO L 330 du 15.11.2014, p. 27, ELI: [http://data.europa.eu/eli/reg\\_del/2014/1222/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_del/2014/1222/oj)).

3. Aux fins du paragraphe 2, les établissements excluent aussi bien du numérateur que du dénominateur du ratio les prêts et avances classés comme détenus en vue de la vente, les comptes à vue auprès de banques centrales et les autres dépôts à vue.

4. Les établissements commencent à publier leurs informations conformément au paragraphe 2 lorsqu'ils ont atteint ou dépassé le seuil de 5 % visé audit paragraphe pendant deux trimestres consécutifs au cours des quatre trimestres précédant la date de référence de la publication. Pour la date de référence de la première publication, les établissements publient les informations concernées au moyen des modèles visés audit paragraphe lorsqu'ils dépassent le seuil de 5 % à cette date de référence de la publication.

5. Les établissements ne sont plus tenus de publier des informations conformément au paragraphe 2 s'ils sont passés sous le seuil de 5 % pendant trois trimestres consécutifs au cours des quatre trimestres précédant la date de référence de la publication.

#### Article 10

##### **Publication d'informations sur l'utilisation de techniques d'atténuation du risque de crédit**

Les établissements publient les informations visées à l'article 453, points a) à f), du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 9 — «Publication d'informations sur les techniques d'atténuation du risque de crédit» de l'annexe I.

#### Article 11

##### **Publication d'informations sur l'utilisation de l'approche standard**

Les établissements qui calculent leurs montants d'exposition pondérés selon l'approche standard publient les informations suivantes sur l'utilisation de l'approche standard:

- a) les informations visées à l'article 444, points a) à e), et à l'article 453, points g), h) et i), du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 10 — «Publication d'informations sur le risque de crédit selon l'approche standard» de l'annexe I;
- b) les informations visées à l'article 444, point e), du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 4 — «Publication d'informations sur les fonds propres» de l'annexe I.

#### Article 12

##### **Publication d'informations sur l'utilisation de l'approche NI pour le risque de crédit**

Les établissements qui calculent leurs montants d'exposition pondérés selon l'approche NI publient les informations visées à l'article 438, point h), à l'article 452, points a) à h), et à l'article 453, points g) et j), du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 11 — «Publication d'informations sur le risque de crédit selon l'approche NI» de l'annexe I.

#### Article 13

##### **Publication d'informations sur les expositions de financement spécialisé et les expositions sous forme d'actions**

Les établissements publient les informations visées à l'article 438, point e), du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 12 — «Publication d'informations sur les expositions de financement spécialisé et les expositions sous forme d'actions» de l'annexe I.

#### Article 14

##### **Publication d'informations sur les expositions au risque de crédit de contrepartie**

Les établissements publient les informations visées à l'article 438, point h), et à l'article 439 du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 13 — «Publication d'informations sur les expositions au risque de crédit de contrepartie» de l'annexe I.

*Article 15***Publication d'informations sur les expositions à des positions de titrisation**

Les établissements publient les informations visées à l'article 449 du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 14 — «Publication d'informations sur les expositions à des positions de titrisation» de l'annexe I.

*Article 16***Publication d'informations sur l'utilisation de l'approche standard et d'un modèle interne alternatif pour le risque de marché**

1. Les établissements publient les informations visées à l'article 435, paragraphe 1, points a) à d), à l'article 438, à l'article 445, paragraphes 1 et 2, à l'article 455, paragraphe 1, points a) à f), et à l'article 455, paragraphes 2 et 3, du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 15 — «Publication d'informations sur le risque de marché» de l'annexe I.

2. Jusqu'au 31 décembre 2025, les établissements publient ces informations conformément à l'article 15 du règlement d'exécution (UE) 2021/637 de la Commission <sup>(1)</sup>.

3. À la première date d'application de l'utilisation des autres approches visées à l'article 325 *terquinquagies* du règlement (UE) n° 575/2013, les établissements qui utilisent l'approche alternative fondée sur les modèles internes pour risque de marché publient les informations qualitatives visées à l'article 455, paragraphe 1, points a) à f), du règlement (UE) n° 575/2013, ainsi que les informations quantitatives visées à l'article 455, paragraphe 2, dudit règlement.

*Article 17***Publication d'informations sur le risque d'ajustement de l'évaluation de crédit**

Les établissements publient les informations visées à l'article 438, points d) et h), à l'article 439, point h), et à l'article 445 *bis* du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 16 — «Publication d'informations sur l'ajustement de l'évaluation de crédit» de l'annexe I.

*Article 18***Publication d'informations sur le risque opérationnel**

Les établissements publient les informations visées à l'article 435, à l'article 438, point d), et à l'article 446 du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 17 — «Publication d'informations sur le risque opérationnel» de l'annexe I.

*Article 19***Publication d'informations sur les expositions au risque de taux d'intérêt pour les positions non détenues dans le portefeuille de négociation**

1. Les établissements publient les informations visées à l'article 448, paragraphe 1, points a) à g), du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 18 — «Publication d'informations sur le risque de taux d'intérêt des activités hors portefeuille de négociation» de l'annexe I.

2. Les établissements qui publient des informations conformément au paragraphe 1 pour la première fois ne sont pas tenus de publier ces informations pour la date de référence précédente.

<sup>(1)</sup> Règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission du 30 novembre 2022 modifiant les normes techniques d'exécution définies dans le règlement d'exécution (UE) 2021/637 en ce qui concerne la publication d'informations sur les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (JO L 324 du 19.12.2022, p. 1, ELI: [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2022/2453/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2022/2453/oj)).

*Article 20***Publication d'informations sur la politique de rémunération**

Les établissements publient les informations visées à l'article 450 du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 19 — «Publication d'informations sur la politique de rémunération» de l'annexe I.

*Article 21***Publication d'informations sur les actifs grevés et les actifs non grevés**

Les établissements publient les informations visées à l'article 443 du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 20 — «Publication d'informations sur les actifs grevés et les actifs non grevés» de l'annexe I.

*Article 22***Publication d'informations sur les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (risques ESG)**

1. Les établissements publient les informations visées à l'article 449 *bis* du règlement (UE) n° 575/2013 comme indiqué à la section 21 — «Publication d'informations sur les risques ESG» de l'annexe I. Ces informations incluent au moins:

- a) des informations qualitatives sur les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance;
- b) des informations quantitatives sur le risque de transition lié au changement climatique;
- c) des informations quantitatives sur les risques physiques liés au changement climatique;
- d) des informations quantitatives sur les mesures d'atténuation liées à des activités économiques pouvant être considérées comme durables sur le plan environnemental, au sens de l'article 3 du règlement (UE) 2020/852, qui sont prises à l'égard de contreparties relevant de l'article 19 *bis* ou de l'article 29 *bis* de la directive 2013/34/UE, à l'égard des ménages et à l'égard des administrations locales visées à l'annexe V, partie 1, point 42, b), du règlement d'exécution (UE) 2021/451 de la Commission <sup>(12)</sup>;
- e) des informations quantitatives sur les autres mesures d'atténuation, et sur les expositions à des risques liés au changement climatique, associées à des activités économiques qui ne peuvent pas être considérées comme durables sur le plan environnemental au sens de l'article 3 du règlement (UE) 2020/852, mais qui soutiennent les contreparties dans leur processus de transition ou d'adaptation aux objectifs d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci.

2. Les établissements peuvent choisir de publier des informations quantitatives sur des mesures d'atténuation, et sur des expositions à des risques liés au changement climatique, associées à des activités économiques qui peuvent être considérées comme durables sur le plan environnemental au sens de l'article 3 du règlement (UE) 2020/852, à l'égard de contreparties qui sont des sociétés non financières et qui ne pas sont soumises aux obligations de publication prévues à l'article 19 *bis* ou à l'article 29 *bis* de la directive 2013/34/UE ni aux obligations de publication prévues par le règlement d'exécution (UE) 2021/2178 de la Commission <sup>(13)</sup>.

<sup>(12)</sup> Règlement d'exécution (UE) 2021/451 de la Commission du 17 décembre 2020 définissant des normes techniques d'exécution pour l'application du règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'information prudentielle à fournir par les établissements, et abrogeant le règlement d'exécution (UE) n° 680/2014 (JO L 97 du 19.3.2021, p. 1, ELI: [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2021/451/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2021/451/oj)).

<sup>(13)</sup> Règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission du 6 juillet 2021 complétant le règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil par des précisions concernant le contenu et la présentation des informations que doivent publier les entreprises soumises à l'article 19 *bis* ou à l'article 29 *bis* de la directive 2013/34/UE sur leurs activités économiques durables sur le plan environnemental, ainsi que la méthode à suivre pour se conformer à cette obligation d'information (JO L 443 du 10.12.2021, p. 9, ELI: [http://data.europa.eu/eli/reg\\_del/2021/2178/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_del/2021/2178/oj)).



Pour le calcul du pourcentage d'expositions, à l'égard de telles contreparties, sur des activités satisfaisant aux exigences prévues à l'article 3 du règlement (UE) 2020/852 (expositions alignées sur la taxinomie), les établissements peuvent:

- a) lorsque ces informations sont disponibles, utiliser les informations fournies par leurs contreparties sur une base volontaire et bilatérale dans le cadre de l'octroi du prêt et des processus réguliers d'examen et de suivi du crédit;
- b) lorsque la contrepartie n'est pas en mesure de fournir les informations concernées sur une base bilatérale ou n'y est pas disposée, utiliser des estimations et des approximations internes et expliquer, dans les explications qu'ils joignent au modèle, dans quelle mesure ils ont recouru à des estimations et approximations internes, et quelles estimations et approximations internes ont été appliquées;
- c) lorsqu'ils ne sont pas en mesure de collecter les informations concernées sur une base bilatérale, ni d'utiliser des estimations et des approximations internes, ou lorsqu'ils ne sont pas en mesure de collecter ces informations ou d'utiliser de telles estimations et approximations d'une manière qui ne représenterait pas une charge excessive pour eux-mêmes ou leurs contreparties, expliquer cette incapacité dans les explications qu'ils joignent au modèle.

Aux fins du point a), les établissements informent leurs contreparties que la fourniture de ces informations s'effectue sur une base volontaire.

#### Article 23

### Publication d'informations sur les crypto-actifs

Les établissements publient les informations nécessaires au calcul des exigences de fonds propres correspondant à leurs expositions sur des crypto-actifs conformément à l'article 501 *quinquies*, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 575/2013, comme indiqué à la section 22 — «Publication d'informations sur les expositions sur crypto-actifs» de l'annexe I.

#### Article 24

### Solutions informatiques

L'ABE veille à ce que les solutions informatiques, instructions comprises, mises au point pour les publications d'informations requises par les titres II et III du règlement (UE) n° 575/2013 respectent à tout moment les formats uniformes de publication prévus par le présent règlement et incluent tous les points de données et toutes les informations énumérés dans les modèles de publication d'informations.

L'ABE met à disposition sur son site web les solutions informatiques visées au premier alinéa et toute instruction y afférente. L'ABE tient à jour ces solutions informatiques et ces instructions et les met à disposition dans toutes les langues officielles.

#### Article 25

### Dispositions générales relatives aux formats de publication uniformes

1. La numérotation des lignes ou des colonnes, dans les formats de publication uniformes visés à l'annexe I qui sont inclus dans les solutions informatiques mises au point par l'ABE, n'est pas modifiée lorsqu'un établissement omet une ou plusieurs informations en vertu de l'article 432 du règlement (UE) n° 575/2013.
2. Les établissements indiquent clairement, dans les explications jointes au modèle ou au tableau fondé sur la solution informatique concerné, quelles lignes ou colonnes ils n'ont pas remplies, et indiquent la raison de cette omission.
3. Les informations requises par l'article 431 du règlement (UE) n° 575/2013 sont claires et complètes, de manière à permettre à leurs utilisateurs de comprendre les publications quantitatives, et sont placées à côté des modèles auxquels elles se rapportent.
4. Les valeurs numériques sont présentées comme suit:
  - a) les données monétaires quantitatives sont publiées avec une précision minimale correspondant au million d'unités;
  - b) les données quantitatives publiées en «pourcentage» sont exprimées avec une précision minimale de quatre décimales.

5. Les établissements fournissent aussi les informations suivantes:
  - a) la date de référence et la période de référence de la publication;
  - b) la monnaie de déclaration;
  - c) le nom et, le cas échéant, l'identifiant d'entité juridique (LEI) de l'établissement qui publie les informations;
  - d) le cas échéant, la norme comptable utilisée;
  - e) le cas échéant, le périmètre de consolidation.

#### Article 26

##### Période et fréquence de publication

1. Les périodes de publication sont définies comme les périodes trimestrielles T, T-1, T-2, T-3 et T-4.
2. Les lignes ou les colonnes, dans les formats de publication uniformes visés à l'annexe I qui sont inclus dans les solutions informatiques mises au point par l'ABE, sont remplies selon la fréquence de publication prévue aux articles 433 bis, 433 ter et 433 quater du règlement (UE) n° 575/2013.
3. Les établissements soumis à l'obligation de publier des informations les publient à la fréquence suivante:
  - a) les établissements publiant les informations visées à l'annexe I sur une base trimestrielle fournissent des données pour les périodes T, T-1, T-2, T-3 et T-4;
  - b) les établissements publiant les informations visées à l'annexe I sur une base semestrielle fournissent des données pour les périodes T, T-2 et T-4;
  - c) les établissements publiant les informations visées à l'annexe I sur une base annuelle fournissent des données pour les périodes T et T-4.
4. Les établissements indiquent les dates correspondant aux périodes de publication.
5. La publication de données relatives à des périodes antérieures n'est pas requise lorsque les données sont publiées pour la première fois.

#### Article 27

##### Abrogation

1. Le règlement d'exécution (UE) 2021/637 cesse de s'appliquer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, à l'exception de l'article 15 et des annexes XXIX et XXX. L'article 15 et les annexes XXIX et XXX du règlement d'exécution (UE) 2021/637 continuent de s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2025 aux seules fins de l'article 16 du présent règlement.
2. Le règlement d'exécution (UE) 2021/637 est abrogé avec effet au 31 décembre 2025.
3. Les références au règlement abrogé s'entendent comme des références au présent règlement et sont à lire selon le tableau de correspondance figurant à l'annexe II.

*Article 28***Entrée en vigueur et application**

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 29 novembre 2024.

*Par la Commission*

*La présidente*

Ursula VON DER LEYEN

---

**Section 1 – “Informations à fournir sur la gestion des risques, les indicateurs prudentiels clés et les actifs pondérés en fonction des risques”**[Modèle EU OV1 – Vue d'ensemble des montants totaux d'exposition au risque](#)[Modèle EU KM1 – Modèle pour les indicateurs clés](#)[Modèle EU INS1 – Participations dans l'assurance](#)[Modèle EU INS2 – Conglomérats financiers – Informations sur les fonds propres et le ratio d'adéquation des fonds propres](#)[Tableau EU OVC – Informations ICAAP](#)[Modèle EU CWS1 – Comparaison des montants d'exposition pondérés modélisé et en approches standard au niveau du risque](#)[Modèle EU CWS2 – Comparaison des montants d'exposition pondérés modélisé et en approches standard pour le risque](#)[de crédit au niveau de la catégorie d'actifs](#)**Section 2 – “Publication des objectifs et des politiques en matière de gestion des risques”**[Tableau EU OVA – Approche de l'établissement en matière de gestion des risques](#)[Tableau EU OVB – Publication d'informations sur les dispositifs de gouvernance](#)**Section 3 – “Publication du champ d'application”**[Modèle EU LI1 – Différences entre le périmètre de consolidation comptable et le périmètre de consolidation prudentielle et mise en correspondance des catégories des états financiers avec les catégories de risques réglementaires](#)[Modèle EU LI2 – Principales sources de différences entre les montants d'exposition réglementaires et les valeurs comptables des états financiers](#)[Modèle EU LI3 – Résumé des différences entre les périmètres de consolidation \(entité par entité\)](#)[Tableau EU LI4 – Explication des différences entre les montants d'exposition comptables et réglementaires](#)[Tableau EU LI8 – Autres informations qualitatives sur le champ d'application](#)[Modèle EU PV1 – Corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente \(PVA\)](#)[Section 4 – “Publication d'informations sur les fonds propres”](#)[Modèle EU CC1 – Composition des fonds propres réglementaires](#)[Modèle EU CC2 – Rapprochement entre les fonds propres réglementaires et le bilan dans les états financiers audités](#)[Modèle EU CCA – Caractéristiques principales des instruments de fonds propres et d'engagements éligibles réglementaires](#)[Section 5 – “Publication d'informations sur le coussin de fonds propres contracyclique”](#)[Modèle EU CCvB1 – Répartition géographique des expositions de crédit pertinentes pour le calcul du coussin contracyclique](#)[Modèle EU CCvB2 – Montant du coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement](#)[Section 6 – “Publication d'informations sur le ratio de levier”](#)[Modèle EU LR1 – LRSum: Résumé du rapprochement entre actifs comptables et expositions aux fins du ratio de levier](#)[Modèle EU LR2 – LRCom: Ratio de levier – déclaration commune](#)[Modèle EU LR3 – LRSp: Ventilation des expositions au bilan \(excepté dérivés, OPT et expositions exemptées\)](#)[Tableau EU LR4 – Publication d'informations qualitatives sur le ratio de levier](#)**Section 7 – “Publication d'informations sur les exigences de liquidité”**[Tableau EU LIQ4 – Gestion du risque de liquidité](#)[Modèle EU LIQ1 – Informations quantitatives sur le ratio de couverture des besoins de liquidité \(LCR\)](#)[Tableau EU LIQ8 sur les informations qualitatives sur le ratio LCR, complétant le modèle EU LIQ1](#)[Modèle EU LIQ2: Ratio de financement stable net](#)**Section 8 – “Publication d'informations sur la qualité de crédit”**[Tableau EU CRA: informations qualitatives générales sur le risque de crédit](#)[Tableau EU CRB: Informations supplémentaires à publier sur la qualité de crédit des actifs](#)[Modèle EU CR1: Expositions performantes et non performantes et provisions correspondantes](#)[Modèle EU CR1-A: Échéance des expositions](#)[Modèle EU CR2: Variations du stock de prêts et avances non performants](#)[Modèle EU CR2a: Variations du stock de prêts et avances non performants et recouvrements nets cumulés liés](#)[Modèle EU CC4: Qualité de crédit des expositions renégociées](#)[Modèle EU CC2: Qualité de la renégociation](#)[Modèle EU CC3: Qualité de crédit des expositions performantes et non performantes par nombre de jours en souffrance](#)[Modèle EU CC4: Qualité des expositions non performantes par situation géographique](#)[Modèle EU CC5: Qualité de crédit des prêts et avances par branche d'activité](#)[Modèle EU CC6: Évaluation des sûretés – prêts et avances](#)[Modèle EU CC2: Sûretés obtenues par prise de possession et exécution](#)[Modèle EU CC8: Sûretés obtenues par prise de possession et exécution – ventilation par date d'émission](#)**Section 9 – “Publication d'informations sur les techniques d'atténuation du risque de crédit”**[Tableau EU CRC – Exigences de publication d'informations qualitatives sur les techniques d'ARC](#)[Modèle EU CR3 – Vue d'ensemble des techniques d'ARC: Publication d'informations sur l'utilisation de techniques d'atténuation](#)**Section 10 – “Publication d'informations sur l'approche SA du risque de crédit”**[Tableau EU CRD – Exigences de publication d'informations qualitatives relatives à l'approche standard](#)[Modèle EU CR4 – Approche standard – Exposition au risque de crédit et effets de l'ARC](#)[Modèle EU CR5 – Approche standard](#)**Section 11 – “Publication d'informations sur l'approche NI du risque de crédit”**[Tableau EU CRE – Exigences de publication d'informations qualitatives relatives à l'approche NI](#)[Modèle EU CR6 – Approche NI – Expositions au risque de crédit par catégorie d'expositions et fourchette de PD](#)[Modèle EU CR6-A – Champ d'application des approches NI et SA](#)[Modèle EU CR7 – Approche NI – Effet sur les RWEA des dérivés de crédit utilisés comme techniques d'ARC](#)[Modèle EU CR7-A – Approche NI – Informations à publier sur le degré d'utilisation de techniques d'ARC](#)[Modèle EU CR8 – État des flux des RWEA relatifs aux expositions au risque de crédit dans le cadre de l'approche NI](#)[Modèle CR9 – Approche NI – Contrôle a posteriori des PD par catégorie d'exposition \(échelle de PD fixe\)](#)[Modèle CR9.1 – Approche NI – Contrôle a posteriori des PD par catégorie d'expositions \(uniquement pour les estimations de PD conformément à l'article 180, paragraphe 1, point fi, du CRR\)](#)**Section 12 – “Publication relative aux expositions de financement spécialisé et aux expositions sous forme d'actions”**[Modèle EU CR10 – Expositions de financement spécialisé et sous forme d'actions faisant l'objet de la méthode de pondération](#)**Section 13 – “Publication d'informations sur le risque de crédit de contrepartie”**[Tableau EU CCR4 – Informations qualitatives relatives au CCR](#)[Modèle EU CC1 – Analyse des expositions au CCR par approche](#)[Modèle EU CC3 – Approche standard – Expositions au CCR par catégorie d'expositions réglementaires et pondération de r](#)[Modèle EU CCR4 – Approche NI – Expositions au CCR par catégorie d'expositions et échelle de PD](#)[Modèle EU CCR5 – Composition des sûretés pour les expositions au CCR](#)[Modèle EU CCR6 – Expositions sur dérivés de crédit](#)[Modèle EU CC7 – États des flux des RWEA relatifs aux expositions au CCR dans le cadre de l'IMM](#)[Modèle EU CCR8 – Expositions sur les CCP](#)**Section 14 – “Publication d'informations sur les expositions aux positions de titrisation”**[Tableau EU SECA – Exigences de publication d'informations qualitatives relatives aux expositions de titrisation](#)[Modèle EU SEC1 – Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation](#)[Modèle EU SEC2 – Expositions de titrisation dans le portefeuille de négociation](#)[Modèle EU SEC3 – Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation et exigences de fonds propres réglementaires associées – établissement agissant en tant qu'initiateur ou en tant que sponsor](#)[Modèle EU SEC4 – Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation et exigences de fonds propres réglementaires associées – établissement agissant en tant qu'investisseur](#)[Modèle EU SEC5 – Expositions titrisées par l'établissement – Expositions en défaut et ajustements pour risque de crédit spécifique](#)**Section 15 – “Publication d'informations sur le risque de marché”**[Tableau EU MRA: Exigences de publication d'informations qualitatives sur le risque de marché](#)[Modèle EU MR1 – Risque de marché dans le cadre de l'approche standard alternative \(ASA\)](#)[Tableau EU MRB: Exigences de publication d'informations qualitatives pour les établissements utilisant l'approche alternative fondée sur les modèles internes \(AIMA\)](#)[Modèle EU MR2 – Risque de marché dans le cadre de l'approche alternative fondée sur les modèles internes \(AIMA\)](#)[Modèle EU MR3 – Risque de marché dans le cadre de l'approche standard simplifiée \(SSA\)](#)**Section 16 – “Publication d'informations sur l'ajustement de l'évaluation de crédit”**[Tableau EU CVA4 – Exigences de publication d'informations qualitatives sur le risque d'ajustement de l'évaluation de crédit](#)[Modèle EU CVA1 – Ajustement de l'évaluation de crédit selon l'approche de base réduite](#)[Tableau EU CVA8 – Exigences de publication d'informations qualitatives relatives au risque de CVA pour les établissements utilisant l'approche standard](#)[Modèle EU CVA2 – Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit selon l'approche de base complète](#)[Modèle EU CVA3 – Ajustement de l'évaluation de crédit selon l'approche standard](#)[Modèle EU CVA4 – États des flux des RWA relatifs au risque d'ajustement de l'évaluation de crédit selon l'approche standard](#)**Section 17 – “Publication d'informations sur le risque opérationnel”**[Tableau EU ORA – Informations qualitatives sur le risque opérationnel](#)[Modèle EU OR1 – Pertes pour risque opérationnel](#)[Modèle EU OR2 – Indicateur d'activité, composantes et sous-composantes](#)[Modèle EU OR3 – Exigences de publication d'informations qualitatives pour les établissements utilisant l'approche alternative fondée sur les modèles internes \(AIMA\)](#)**Section 18 – “Publication d'informations sur le risque de taux d'intérêt des activités hors portefeuille de négociation”**[Tableau EU IRBB4A – Informations qualitatives sur les risques de taux d'intérêt des activités hors portefeuille de négociation](#)[Modèle EU IRBBB3 – Risques de taux d'intérêt des activités hors portefeuille de négociation](#)**Section 19 – “Publication d'informations sur la politique de rémunération”**[Tableau EU REMA – Politique de rémunération](#)[Modèle EU REM1 – Rémunérations octroyées pour l'exercice financier](#)[Modèle EU REM2 – Versements spéciaux aux membres du personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'établissement \(personnel identifié\)](#)[Modèle EU REM3 – Rémunérations différées](#)[Modèle EU REM4 – Rémunérations de 1 million d'EUR ou plus par exercice](#)[Modèle EU REM5 – Informations sur les rémunérations des membres du personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'établissement \(personnel identifié\)](#)**Section 20 – “Publication d'informations sur les actifs grevés et les actifs non grevés”**[Modèle EU AE1 – Actifs grevés et actifs non grevés](#)[Modèle EU AE2 – Sûretés reçues et propres titres de créance émis](#)[Modèle EU AE3 – Sources des charges grevant les actifs](#)[Tableau EU AE4 – Informations descriptives complémentaires](#)**Section 21 – “Publication des informations prudentielles sur les risques ESG”**[Tableau 1 – Informations qualitatives sur le risque environnemental](#)[Tableau 2 – Informations qualitatives sur le risque social](#)[Tableau 3 – Informations qualitatives sur le risque de gouvernance](#)[Modèle 1: Portefeuille bancaire – Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique: Qualité de crédit des expositions par secteur, émissions et échéance résiduelle](#)[Modèle 2: Portefeuille bancaire – Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique: Prêts garantis par des biens immobiliers – Efficacité énergétique des sûretés](#)[Modèle 3: Portefeuille bancaire – Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique: Paramètres d'alignement](#)[Modèle 4: Portefeuille bancaire – Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique: Expositions sur les 20 plus grandes entreprises à forte intensité de carbone](#)[Modèle 5: Portefeuille bancaire – Indicateurs du risque physique potentiellement lié au changement climatique: Expositions soumises à un risque physique](#)[Modèle 6: Récapitulatif des ICP des expositions alignées sur la taxinomie](#)[Modèle 7 – Mesures d'atténuation: Actifs entrant dans le calcul du GAB](#)[Modèle 8 – GAB \(B\)](#)[Modèle 9 – Mesures d'atténuation: BTAR](#)[Modèle 10 – Autres mesures d'atténuation du changement climatique non couvertes dans le règlement \(UE\) 2020/852](#)**Section 22 – “Publication d'informations sur les expositions aux crypto-actifs”**[Modèle EU CAE1 – Expositions aux crypto-actifs](#)

**Modèle EU OV1 – Vue d'ensemble des montants totaux d'exposition au risque**

		Montant total d'exposition au risque (TREA)		Total des exigences de fonds propres
		a	b	c
		T	T-1	T
1	Risque de crédit (hors CCR)			
2	Dont approche standard			
3	Dont approche NI simple (F-IRB)			
4	Dont approche par référencement			
EU 4a	Dont actions faisant l'objet de la méthode de pondération simple			
5	Dont approche NI avancée (A-IRB)			
6	Risque de crédit de contrepartie – CCR			
7	Dont approche standard			
8	Dont méthode du modèle interne (IMM)			
EU 8a	Dont expositions sur une CCP			
9	Dont autres CCR			
10	Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit — risque de CVA			
EU 10a	Dont approche standard (SA)			
EU 10b	Dont approche de base (F-BA et R-BA)			
EU 10c	Dont approche simplifiée			
11	Sans objet			
12	Sans objet			
13	Sans objet			
14	Sans objet			
15	Risque de règlement			
16	Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation (après le plafond)			
17	Dont approche SEC-IRBA			
18	Dont SEC-ERBA (y compris IAA)			
19	Dont approche SEC-SA			
EU 19a	Dont 1 250 % / déduction			
20	Risques de position, de change et de matières premières (Risque de marché)			
21	Dont approche standard alternative (ASA)			
EU 21a	Dont approche standard simplifiée (S-SA)			
22	Dont approche alternative fondée sur les modèles internes (A-IMA)			
EU 22a	Grands risques			
23	Reclassements entre le portefeuille de négociation et le portefeuille hors négociation			
24	Risque opérationnel			
EU 24a	Expositions sur crypto-actifs			
25	Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250 %)			
26	Plancher de fonds propres appliqué (%)			
27	Ajustement pour le plancher (avant application du plafond transitoire)			
28	Ajustement pour le plancher (après application du plafond transitoire)			
29	<b>Total</b>			

## Modèle EU KM1 – Modèle pour les indicateurs clés

		a	b	c	d	e
		T	T-1	T-2	T-3	T-4
	<b>Fonds propres disponibles (montants)</b>					
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)					
2	Fonds propres de catégorie 1					
3	Total des fonds propres					
	<b>Montants d'exposition pondérés</b>					
4	Montant total d'exposition au risque					
4a	Montant total d'exposition au risque pré-plancher					
	<b>Ratios de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>					
5	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)					
5a	Sans objet					
5b	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 par rapport au TREA sans application du plancher (%)					
6	Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)					
6a	Sans objet					
6b	Ratio de fonds propres de catégorie 1 par rapport au TREA sans application du plancher (%)					
7	Ratio de fonds propres total (%)					
7a	Sans objet					
7b	Ratio de fonds propres total par rapport au TREA sans application du plancher (%)					
	<b>Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>					
EU 7d	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%)					
EU 7e	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)					
EU 7f	dont: à satisfaire avec des fonds propres de catégorie 1 (points de pourcentage)					
EU 7g	Exigences totales de fonds propres SREP (%)					
	<b>Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>					
8	Coussin de conservation des fonds propres (%)					
EU 8a	Coussin de conservation découlant du risque macroprudentiel ou systémique constaté au niveau d'un État membre (%)					
9	Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)					
EU 9a	Coussin pour le risque systémique (%)					
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)					
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)					
11	Exigence globale de coussin (%)					
EU 11a	Exigences globales de fonds propres (%)					
12	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)					
	<b>Ratio de levier</b>					
13	Mesure de l'exposition totale					
14	Ratio de levier (%)					
	<b>Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)</b>					
EU 14a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)					
EU 14b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)					
EU 14c	Exigences de ratio de levier SREP totales (%)					
	<b>Exigence de coussin lié au ratio de levier et exigence de ratio de levier globale (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)</b>					
EU 14d	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)					
EU 14e	Exigence de ratio de levier globale (%)					
	<b>Ratio de couverture des besoins de liquidité</b>					
15	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée -moyenne)					
EU 16a	Sorties de trésorerie – Valeur pondérée totale					
EU 16b	Entrées de trésorerie – Valeur pondérée totale					
16	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)					
17	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)					
	<b>Ratio de financement stable net</b>					
18	Financement stable disponible total					
19	Financement stable requis total					
20	Ratio NSFR (%)					

Modèle EU INS1 – Participations dans l’assurance

		a	b
		Valeur exposée au risque	Montant d’exposition au risque
1	Instruments de fonds propres détenus dans des entreprises d’assurance ou de réassurance ou des sociétés holding d’assurance non déduits des fonds propres		

**Modèle EU INS2 – Conglomérats financiers – Informations sur les fonds propres et le ratio d’adéquation des fonds propres**

		a
		T
1	Exigences complémentaires de fonds propres du conglomérat financier (montant)	
2	Ratio d'adéquation des fonds propres du conglomérat financier (%)	



Tableau EU OVC –  
Informations ICAAP

Processus d’évaluation interne de l’adéquation des fonds propres + évaluation continue des risques de la banque, comment la banque entend atténuer ces risques et montant de fonds propres actuels et futurs nécessaire compte tenu des autres facteurs d’atténuation

Champs de texte libre pour la publication d’informations qualitatives

Base juridique	Numéro de ligne	Texte libre
Article 438 a) du CRR	a)	Méthode d’évaluation de l’adéquation des fonds propres
Article 438 c) du CRR	b)	À la demande de l’autorité compétente pertinente, le résultat du processus d’évaluation interne de l’adéquation des fonds propres de l’établissement

Modèle EU CMS1 – Comparaison des montants d'exposition pondérés modélisé et en approches standard au niveau du risque

		a	b	c	d	EU d
		RWEA pour les approches modélisées que les banques sont autorisées à utiliser par l'autorité de surveillance	RWEA pour les portefeuilles pour lesquels des approches standard sont utilisées	RWEA effectifs totaux (a + b)	RWEA calculés selon l'approche standard complète	RWEA servant de base pour le plancher de fonds propres
1	Risque de crédit (à l'exclusion du risque de crédit de contrepartie)					
2	Risque de crédit de contrepartie					
3	Ajustement de l'évaluation de crédit					
4	Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire					
5	Risque de marché					
6	Risque opérationnel					
7	Autres montants d'exposition pondérés					
8	Total					

**Modèle EU CMS2 – Comparaison des montants d'exposition pondérés modélisé et en approches standard pour le risque de crédit au niveau de la catégorie d'actifs**

		a	b	c	d	EU d
		Montants d'exposition pondérés (RWEA)				
		RWEA pour les approches modélisées que les établissements sont autorisés à utiliser par l'autorité de surveillance	RWEA pour la colonne (a) en cas de recalcul selon l'approche standard	RWEA effectifs totaux	RWEA calculés selon l'approche standard complète	RWEA servant de base pour le plancher de fonds propres
1	Administrations centrales et banques centrales					
EU 1a	Administrations régionales ou locales					
EU 1b	Entités du secteur public					
EU 1c	Classées comme banques multilatérales de développement selon l'approche standard					
EU 1d	Classées comme organisations internationales selon l'approche standard					
2	Établissements					
3	Actions					
4	Sans objet					
5	Entreprises					
5.1	Dont: L'approche NI simple est appliquée					
5.2	Dont: L'approche NI avancée est appliquée					
EU 5a	Dont: Entreprises – Générales					
EU 5b	Dont: Entreprises – Financement spécialisé					
EU 5c	Dont: Entreprises – Créances achetées					
6	Clientèle de détail					
6.1	Dont: Clientèle de détail – Expositions renouvelables éligibles					
EU 6.1a	Dont: Clientèle de détail – Créances achetées					
EU 6.1b	Dont: Clientèle de détail – Autres					
6,2	Dont: Clientèle de détail – Garanties par des biens immobiliers résidentiels					
7	Sans objet					
EU 7a	Expositions classées comme garanties par des biens immobiliers et expositions ADC selon l'approche standard					
EU 7b	Organismes de placement collectif (OPC)					
EU 7c	Expositions classées comme expositions en défaut selon l'approche standard					
EU 7d	Expositions classées comme expositions sur créances subordonnées selon l'approche standard					
EU 7e	Expositions classées comme obligations garanties selon l'approche SA					
EU 7f	Expositions classées comme créances sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme selon l'approche standard					
8	Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit					
9	Total					

**Tableau EU OVA – Approche de l'établissement en matière de gestion des risques**

Champs de texte libre pour la publication d'informations qualitatives

Base juridique	Numéro de ligne	Informations qualitatives – texte libre
Point (f) de l'article 435(1) du CRR	a)	Publication d'une brève déclaration sur les risques approuvée par l'organe de direction
Point (b) de l'article 435(1) du CRR	b)	Informations sur la structure de gouvernance des risques pour chaque type de risque
Point (e) de l'article 435(1) du CRR	c)	Déclaration approuvée par l'organe de direction sur l'adéquation des systèmes de gestion des risques.
Point (c) de l'article 435(1) du CRR	d)	Publication de la portée et de la nature des systèmes de déclaration et/ou d'évaluation des risques.
Point (c) de l'article 435(1) du CRR	e)	Publication d'informations sur les principales caractéristiques des systèmes d'information et d'évaluation des risques.
Point (a) de l'article 435(1) du CRR	f)	Stratégies et processus de gestion des risques mis en place pour chaque catégorie de risque distincte.
Points (a) et (d) de l'article 435(1) du CRR	g)	Informations sur les stratégies et processus de gestion, de couverture et d'atténuation des risques, ainsi que sur le suivi de l'efficacité des couvertures et des techniques d'atténuation.

**Tableau EU OVB – Publication d'informations sur les dispositifs de gouvernance**

Champs de texte libre pour la publication d'informations qualitatives

Base juridique	Numéro de ligne	Texte libre
Point (a) de l'article 435(2) du CRR	a)	Le nombre de fonctions de direction exercées par les membres de l'organe de direction.
Point (b) de l'article 435(2) du CRR	b)	Informations concernant la politique de recrutement pour la sélection des membres de l'organe de direction ainsi que leurs connaissances, leurs compétences et leur expertise.
Point (c) de l'article 435(2) du CRR	c)	Informations sur la politique de diversité applicable à la sélection des membres de l'organe de direction.
Point (d) de l'article 435(2) du CRR	d)	Informations indiquant si l'établissement a mis en place, ou non, un comité des risques distinct, et la fréquence de ses réunions.
Point (e) de l'article 435(2) du CRR	e)	Description du flux d'information sur les risques à destination de l'organe de direction.

Modèle EU LI1 – Différences entre le périmètre de consolidation comptable et le périmètre de consolidation prudentielle et mise en correspondance des catégories des états financiers avec les catégories de risques réglementaires

	a	b	Valeurs comptables des éléments				f	g
			c	d	e			
	Valeurs comptables telles que déclarées dans les états financiers publiés	Valeurs comptables selon le périmètre de consolidation prudentielle	Soumis au cadre du risque de crédit	Soumis au cadre du risque de crédit de contrepartie	Soumis au cadre des titrisations	Soumis au cadre du risque de marché	Non soumis à des exigences de fonds propres ou soumis à des déductions des fonds propres	
Ventilation par catégorie d'actifs conformément au bilan figurant dans les états financiers publiés								
1								
2								
3								
...								
xxx	Total des actifs							
Ventilation par catégorie de passifs conformément au bilan figurant dans les états financiers publiés								
1								
2								
3								
...								
xxx	Total des passifs							

Modèle EU L12 – Principales sources de différences entre les montants d'exposition réglementaires et les valeurs comptables des états financiers

	a	b	c	d	e
	Total	Cadre du risque de crédit	Cadre des titrisations	Éléments soumis au Cadre du risque de crédit de contrepartie	Cadre du risque de marché
1	Valeur comptable des actifs selon le périmètre de consolidation prudentielle (selon le modèle EU L1)				
2	Valeur comptable des passifs selon le périmètre de consolidation prudentielle (selon le modèle EU L1)				
3	Montant total net selon le périmètre de consolidation prudentielle				
4	Montants hors bilan				
5	Différences de valorisation				
6	Différences dues à des règles de compensation différentes, autres que celles déjà incluses dans la ligne 2				
7	Différences dues à la prise en compte des provisions				
8	Différences dues à l'utilisation de techniques d'atténuation du risque de crédit (ARC)				
9	Différences dues aux facteurs de conversion du crédit				
10	Différences dues aux titrisations avec transfert de risque				
11	Autres différences				
12	Montants d'exposition pris en compte à des fins réglementaires				

Modèle EU LI3 – Résumé des différences entre les périmètres de consolidation (entité par entité)

a	b	c	d	e	f	g	h
Nom de l'entité	Méthode de consolidation comptable	Méthode de consolidation prudentielle			Ni consolidée ni déduite	Déduite	Description de l'entité
		Consolidation intégrale	Consolidation proportionnelle	Méthode de la mise en équivalence			
Entité A	Consolidation intégrale	X					Établissement de crédit
Entité N	Consolidation intégrale		X				Établissement de crédit
Entité Z	Consolidation intégrale				X		Entité d'assurance
Entité AA	Consolidation intégrale			X			Société de crédit-bail non significative



**Tableau EU LIA – Explication des différences entre les montants d'exposition comptables et réglementaires**

Champs de texte libre pour la publication d'informations qualitatives

Base juridique	Numéro de ligne	Informations qualitatives – texte libre
Article 436, point b), du CRR.	a)	Différences entre les colonnes a) et b) dans le modèle EU LI1
Article 436, point d), du CRR	b)	Informations qualitatives sur les principales sources de différences entre le périmètre de consolidation comptable et le périmètre de consolidation réglementaire présentées dans le modèle EU LI2

**Tableau EU LIB – Autres informations qualitatives sur le champ d’application**

Champs de texte libre pour la publication d’informations qualitatives

Base juridique	Numéro de ligne	Informations qualitatives – texte libre
Article 436, point f), du CRR	a)	Obstacle au transfert rapide de fonds propres ou au remboursement rapide d’engagements au sein du groupe
Article 436, point g), du CRR	b)	Filiales non incluses dans le périmètre de consolidation dont les fonds propres effectifs sont inférieurs aux fonds propres réglementaires
Article 436, point h), du CRR	c)	Recours à la dérogation visée à l’article 7 du CRR ou à la méthode individuelle de consolidation prévue à l’article 9 du CRR
Article 436, point g), du CRR	d)	Montant total de la différence négative éventuelle entre les fonds propres réglementaires et les fonds propres effectifs de l’ensemble des filiales non incluses dans la consolidation

Modèle EU PV1 – Corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente (PVA)  
Format fixe

	Catégorie de risque					AVA de catégorie – Incertitude d'évaluation		f	g	h
	a	b	c	d	e	EU e1	EU e2			
	AVA de catégorie	Actions	Taux d'intérêt	Change	Crédit	Matières premières	AVA relatives aux écarts de crédit constatés d'avance	AVA relatives aux coûts d'investissement et de financement	AVA de catégorie totale après diversification	Dont: Total approche principale dans le portefeuille de négociation Dont: Total approche principale dans le portefeuille bancaire
1	Incertitude sur les prix du marché									
2	Sans objet									
3	Coûts de liquidation									
4	Positions concentrées									
5	Résiliation anticipée									
6	Risque lié au modèle									
7	Risque opérationnel									
8	Sans objet									
9	Sans objet									
10	Frais administratifs futurs									
11	Sans objet									
12	Total des corrections de valeur supplémentaires (AVA)									

28/125

Modèle EU CC2 – Rapprochement entre les fonds propres réglementaires et le bilan dans les états financiers audités

Modèle flexible. Les lignes doivent être complétées conformément au bilan figurant dans les états financiers audités de l'établissement. Les colonnes doivent rester fixes, à moins que l'établissement ait un même périmètre de consolidation comptable et réglementaire, auquel cas les colonnes a) et b) seront fusionnées.

		a	b	c
		Bilan dans les états financiers publiés	Selon le périmètre de consolidation réglementaire	Référence
		À la fin de la période	À la fin de la période	
Actifs – Ventilation par catégorie d'actifs conformément au bilan figurant dans les états financiers publiés				
1				
2				
3				
xxx	Total actifs			
Passifs – Ventilation par catégorie de passifs conformément au bilan figurant dans les états financiers publiés				
1				
2				
3				
xxx	Total des passifs			
Capitaux				
1				
2				
3				
xxx	Total des capitaux propres			

Modèle EU CCA: Caractéristiques principales des instruments de fonds propres et d'engagements éligibles réglementaires

		a
		Informations qualitatives ou quantitatives – texte libre
1	Émetteur	
2	Identifiant unique (par exemple identifiant CUSIP, ISIN ou Bloomberg pour placement privé)	
2a	Placement public ou privé	
3	Droit(s) régissant l'instrument	
3a	Reconnaissance contractuelle des pouvoirs de dépréciation et de conversion des autorités de résolution	
Traitement réglementaire		
4	Traitement actuel compte tenu, le cas échéant, des règles transitoires du CRR	
5	Règles CRR après transition	
6	Éligible au niveau individuel/(sous-) consolidé/individuel et (sous-)consolidé	
7	Type d'instrument (à préciser pour chaque ressort territorial)	
8	Montant comptabilisé en fonds propres réglementaires ou en engagements éligibles (monnaie en millions, à la dernière date de clôture)	
9	Valeur nominale de l'instrument	
EU-9a	Prix d'émission	
EU-9b	Prix de rachat	
10	Classification comptable	
11	Date d'émission initiale	
12	Perpétuel ou à durée déterminée	
13	Échéance initiale	
14	Option de rachat de l'émetteur soumise à l'accord préalable de l'autorité de surveillance	
15	Date facultative d'exercice de l'option de rachat, dates d'exercice des options de rachat conditionnelles et prix de rachat	
16	Dates ultérieures d'exercice de l'option de rachat, s'il y a lieu	
Coupons/dividendes		
17	Dividende/coupon fixe ou flottant	
18	Taux du coupon et indice éventuel associé	
19	Existence d'un mécanisme de suspension des versements de dividendes (dividend stopper)	
EU-20a	Caractère entièrement ou partiellement discrétionnaire ou obligatoire des versements (en termes de calendrier)	
EU-20b	Caractère entièrement ou partiellement discrétionnaire ou obligatoire des versements (en termes de montant)	
21	Existence d'un mécanisme de hausse de la rémunération (step-up) ou d'une autre incitation au rachat	
22	Cumulatif ou non cumulatif	
23	Convertible ou non convertible	
24	Si convertible, déclencheur(s) de la conversion	
25	Si convertible, entièrement ou partiellement	
26	Si convertible, taux de conversion	
27	Si convertible, caractère obligatoire ou facultatif de la conversion	
28	Si convertible, type d'instrument vers lequel a lieu la conversion	
29	Si convertible, émetteur de l'instrument vers lequel a lieu la conversion	
30	Caractéristiques en matière de réduction du capital	
31	Si réduction du capital, déclencheur de la réduction	
32	Si réduction du capital, totale ou partielle	
33	Si réduction du capital, définitive ou provisoire	
34	Si réduction provisoire du capital, description du mécanisme de réaugmentation du capital	
34a	Type de subordination (uniquement pour les engagements éligibles)	
EU-34b	Rang de l'instrument dans une procédure normale d'insolvabilité	
35	Rang de l'instrument en cas de liquidation (indiquer le type d'instrument de rang immédiatement supérieur)	
36	Caractéristiques non conformes pendant la période de transition	
37	Dans l'affirmative, préciser les caractéristiques non conformes	
37a	Lien vers les conditions contractuelles complètes de l'instrument (balisage)	

(1) Indiquer "Sans objet" si la question n'est pas applicable

Modèle EU CCyB1 – Répartition géographique des expositions de crédit pertinentes pour le calcul du coussin contracyclique

	a		b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m
	Expositions générales de crédit		Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Expositions de crédit pertinentes – risque de marché	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes	Expositions de titrisation – Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes – risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total	Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
010	Ventilation par pays:													
	Pays: 001													
	Pays: 002													
	...													
	Pays: NNN													
020	Total													

Modèle EU CCyB2 – Montant du coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement

		a
1	Montant total d'exposition au risque	
2	Taux de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	
3	Exigence de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	



**Modèle EU LR1 – LRSum: Résumé du rapprochement entre actifs comptables et expositions aux fins du ratio de levier**

		<b>a</b>
		<b>Montant applicable</b>
1	Total de l'actif selon les états financiers publiés	
2	Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation prudentielle	
3	(Ajustement pour les expositions titrisées qui satisfont aux exigences opérationnelles pour la prise en compte d'un transfert de risque)	
4	(Ajustement pour l'exemption temporaire des expositions sur les banques centrales (le cas échéant))	
5	(Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition au titre de l'article 429 <i>bis</i> , paragraphe 1, point i), du CRR)	
6	Ajustement pour achats et ventes normalisés d'actifs financiers faisant l'objet d'une comptabilisation à la date de transaction	
7	Ajustement pour les transactions éligibles des systèmes de gestion centralisée de la trésorerie	
8	Ajustement pour instruments financiers dérivés	
9	Ajustement pour les opérations de financement sur titres (OFT)	
10	Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	
11	(Ajustement pour les corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente et les provisions spécifiques et générales qui ont réduit les fonds propres de catégorie 1)	
EU-11a	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 <i>bis</i> , paragraphe 1, points c) et c <i>bis</i> ) , du CRR)	
EU-11b	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 <i>bis</i> , paragraphe 1, point j), du CRR)	
12	Autres ajustements	
13	<b>Mesure de l'exposition totale</b>	

Modèle EU LR2 – LRCom: Ratio de levier – déclaration commune

		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR	
		a	b
		T	T-1
Expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)			
1	Éléments inscrits au bilan (dérivés et OFT exclus, mais sûretés incluses)		
2	Rajout du montant des sûretés fournies pour des dérivés, lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable		
3	(Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés)		
4	(Ajustement pour les titres reçus dans le cadre d'opérations de financement sur titres qui sont comptabilisés en tant qu'actifs)		
5	(Ajustements pour risque de crédit général des éléments inscrits au bilan)		
6	(Montants d'actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1)		
7	Total des expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)		
Expositions sur dérivés			
8	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées SA-CCR (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)		
EU-8a	Dérogation pour dérivés: contribution des coûts de remplacement selon l'approche standard simplifiée		
9	Montants de majoration pour l'exposition future potentielle associée à des opérations sur dérivés SA-CCR		
EU-9a	Dérogation pour dérivés: Contribution de l'exposition potentielle future selon l'approche standard simplifiée		
EU-9b	Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale		
10	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (SA-CCR)		
EU-10a	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (approche standard simplifiée)		
EU-10b	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (méthode de l'exposition initiale)		
11	Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus		
12	(Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus)		
13	Expositions totales sur dérivés		
Expositions sur opérations de financement sur titres (OFT)			
14	Actifs OFT bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes		
15	(Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs OFT bruts)		
16	Exposition au risque de crédit de la contrepartie pour les actifs OFT		
EU-16a	Dérogation pour OFT: Exposition au risque de crédit de contrepartie conformément à l'article 429 sexies, paragraphe 5, et à l'article 222 du CRR		
17	Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent		
EU-17a	(Jambe CCP exemptée des expositions sur OFT compensées pour des clients)		
18	Expositions totales sur opérations de financement sur titres		
Autres expositions de hors bilan			
19	Expositions de hors bilan en valeur notionnelle brute		
20	(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)		
21	(Provisions générales déduites lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1 et provisions spécifiques associées aux expositions de hors bilan)		
22	Expositions de hors bilan		
Expositions exclues			
EU-22a	(Expositions exclues de la mesure de l'exposition totale aux fins du ratio de levier en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, points c) et c bis ), du CRR)		
EU-22b	(Expositions exemptées en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR (au bilan et hors bilan))		
EU-22c	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement -- Investissements publics)		
EU-22d	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement -- Prêts incitatifs)		
EU-22e	(Exclusions d'expositions découlant du transfert de prêts incitatifs par des banques (ou unités de banques) qui ne sont pas des banques publiques de développement)		
EU-22f	(Exclusions de parties garanties d'expositions résultant de crédits à l'exportation)		
EU-22g	(Exclusions de sûretés excédentaires déposées auprès d'agents tripartites)		
EU-22h	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par les établissements/DCT, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point o), du CRR)		
EU-22i	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par des établissements désignés, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point p), du CRR)		
EU-22j	(Réduction de la valeur d'exposition des crédits de préfinancement ou intermédiaires)		
EU-22k	(Expositions sur les actionnaires exclues en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point d bis ), du CRR)		
EU-22l	Expositions déduites en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point q), du CRR		
EU-22m	(Total des expositions exemptées)		
Fonds propres et mesure de l'exposition totale			
23	Fonds propres de catégorie 1		
24	Mesure de l'exposition totale		
Ratio de levier			
25	Ratio de levier (%)		
EU-25	Ratio de levier (hors incidence de l'exemption des investissements publics et des prêts incitatifs) (%)		
25a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) (%)		
26	Exigence réglementaire de ratio de levier minimal (%)		
EU-26a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)		
EU-26b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1		
27	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)		
EU-27a	Exigence de ratio de levier globale (%)		
Choix des dispositions transitoires et expositions pertinentes			
EU-27b	Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres		
Publication des valeurs moyennes			
28	Moyenne des valeurs quotidiennes des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants		
29	Valeur de fin de trimestre des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants		
30	Mesure de l'exposition totale (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)		
30a	Mesure de l'exposition totale (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)		
31	Ratio de levier (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)		
31a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)		

**Modèle EU LR3 – LRSpl: Ventilation des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées)**

		a
		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR
<b>EU-1</b>	<b>Total des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées), dont:</b>	
EU-2	Expositions du portefeuille de négociation	
EU-3	Expositions du portefeuille bancaire, dont:	
EU-4	Obligations garanties	
EU-5	Expositions considérées comme souveraines	
EU-6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains	
EU-7	Établissements	
EU-8	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers	
EU-9	Expositions sur la clientèle de détail	
EU-10	Entreprises	
EU-11	Expositions en défaut	
EU-12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	

Tableau EU LRA: Publication d'informations qualitatives sur le ratio de levier

		a
Ligne		Texte libre
a)	Description des procédures utilisées pour gérer le risque de levier excessif	
b)	Description des facteurs qui ont eu un impact sur le ratio de levier au cours de la période à laquelle se rapporte le ratio de levier communiqué par l'établissement	

**Tableau EU LIQA – Gestion du risque de liquidité**conformément à l'article 451 *bis*, paragraphe 4, du CRR

Numéro de ligne	Informations qualitatives – texte libre
a)	Stratégies et processus de gestion du risque de liquidité, y compris politiques de diversification des sources et de la durée des financements prévus.
b)	Structure et organisation de la fonction de gestion du risque de liquidité (autorité, statuts, autres dispositions).
c)	Description du degré de centralisation de la gestion de la liquidité et interaction entre les unités du groupe.
d)	Portée et nature des systèmes de déclaration et d'évaluation du risque de liquidité.
e)	Politiques en matière de couverture et d'atténuation du risque de liquidité, et stratégies et processus mis en place pour le contrôle de l'efficacité constante de ces couvertures et techniques d'atténuation.
f)	Un aperçu des plans de financement éventuel de la banque.
g)	Une explication de la manière dont les tests de résistance sont utilisés.
h)	Une déclaration sur l'adéquation des dispositifs de l'établissement en matière de gestion du risque de liquidité, approuvée par l'organe de direction, qui assure que les systèmes de gestion du risque de liquidité mis en place sont appropriés eu égard au profil et à la stratégie de l'établissement.
i)	Une brève déclaration sur le risque de liquidité, approuvée par l'organe de direction, décrivant succinctement le profil global de risque de liquidité de l'établissement associé à la stratégie commerciale. Cette déclaration contient des chiffres et ratios clés (autres que ceux déjà couverts dans le modèle EU LIQ1 dans le cadre de la présente norme technique) qui donnent aux parties prenantes extérieures une vue d'ensemble complète de la gestion du risque de liquidité par l'établissement, y compris la manière dont son profil de risque de liquidité interagit avec le niveau de tolérance au risque défini par l'organe de direction.
	Ces ratios peuvent comprendre:
	· Limites de concentration des paniers de sûretés et sources de financement (aussi bien produits que contreparties)
	· Indicateurs ou instruments d'évaluation spécifiquement adaptés qui évaluent la structure du bilan de la banque ou qui établissent des projections des flux de trésorerie et des positions de liquidité futures, en tenant compte des risques hors bilan spécifiques à cette banque
	· Expositions de liquidité et besoins de financement au niveau des différentes entités juridiques, succursales et filiales à l'étranger prises individuellement, en tenant compte des limites d'ordre juridique, réglementaire et opérationnel à la transférabilité de la liquidité
	· Éléments du bilan et hors bilan ventilés par tranches d'échéance et déficits de liquidité en résultant

## Modèle EU LIQ1 – Informations quantitatives sur le ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR)

Périmètre de consolidation: (sur  
base individuelle/consolidée)

		a	b	c	d	e	f	g	h
		Valeur totale non pondérée (moyenne)				Valeur totale pondérée (moyenne)			
EU 1a	Trimestre se terminant le (JJ Mois AAA)	T	T-1	T-2	T-3	T	T-1	T-2	T-3
EU 1b	Nombre de points de données utilisés pour le calcul des moyennes								
ACTIFS LIQUIDES DE QUALITÉ ÉLEVÉE (HQLA)									
1	Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)								
SORTIES DE TRÉSORERIE									
2	Dépôts de la clientèle de détail et dépôts de petites entreprises clientes, dont:								
3	Dépôts stables								
4	Dépôts moins stables								
5	Financements de gros non garantis								
6	Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans des réseaux de banques coopératives								
7	Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)								
8	Créances non garanties								
9	Financements de gros garantis								
10	Exigences complémentaires								
11	Sorties liées à des expositions sur dérivés et autres exigences de sûretés								
12	Sorties liées à des pertes de financement sur des produits de créance								
13	Facilités de crédit et de liquidité								
14	Autres obligations de financement contractuelles								
15	Autres obligations de financement éventuel								
16	TOTAL SORTIES DE TRÉSORERIE								
ENTRÉES DE TRÉSORERIE									
17	Opérations de prêt garanties (par exemple, prises en pension)								
18	Entrées provenant d'expositions pleinement performantes								
19	Autres entrées de trésorerie								
EU-19a	(Différence entre le total des entrées de trésorerie pondérées et le total des sorties de trésorerie pondérées résultant d'opérations effectuées dans des pays tiers où s'appliquent des restrictions aux transferts, ou libellées en monnaie non convertible)								
EU-19b	(Excédent d'entrées de trésorerie provenant d'un établissement de crédit spécialisé lié)								
20	TOTAL ENTRÉES DE TRÉSORERIE								
EU-20a	Entrées de trésorerie entièrement exemptées								
EU-20b	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 90 %								
EU-20c	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75 %								
VALEUR AJUSTÉE TOTALE									
EU-21	COUSSIN DE LIQUIDITÉ								
22	TOTAL SORTIES DE TRÉSORERIE NETTES								
23	RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ								

**Tableau EU LIQB sur les informations qualitatives sur le ratio LCR, complétant le modèle EU LIQ1**  
conformément à l'article 451 *bis* , paragraphe 2, du CRR

Numéro de ligne	Informations qualitatives – texte libre	
a)	Explications concernant les principaux facteurs à l'origine des résultats du calcul du ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR) et l'évolution dans le temps de la contribution des données d'entrée au calcul du LCR.	
b)	Explications concernant les variations dans le temps du ratio LCR.	
c)	Explications concernant la concentration réelle des sources de financement.	
d)	Description à haut niveau de la composition du coussin de liquidité de l'établissement.	
e)	Expositions sur dérivés et appels de sûretés potentiels.	
f)	Non-congruence des monnaies dans le ratio LCR.	
g)	Autres éléments du calcul du ratio LCR non pris en compte dans le modèle de publication du LCR mais que l'établissement considère pertinents pour son profil de liquidité.	

**Modèle EU LIQ2: Ratio de financement stable net**  
Conformément à l'article 451 bis, paragraphe 3, du CRR

		a	b	c	d	e
(en devise)		Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée
		Pas d'échéance	< 6 mois	6 mois à < 1an	≥ 1 an	
Éléments du financement stable disponible						
1	Éléments et instruments de fonds propres					
2	Fonds propres					
3	Autres instruments de fonds propres					
4	Dépôts de la clientèle de détail					
5	Dépôts stables					
6	Dépôts moins stables					
7	Financement de gros:					
8	Dépôts opérationnels					
9	Autres financements de gros					
10	Engagements interdépendants					
11	Autres engagements:					
12	Engagements dérivés affectant le NSFR					
13	Tous les autres engagements et instruments de fonds propres non inclus dans les catégories ci-dessus.					
14	Financement stable disponible total					
Éléments du financement stable requis						
15	Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)					
EU-15a	Actifs grevés pour une échéance résiduelle d'un an ou plus dans un panier de couverture					
16	Dépôts détenus auprès d'autres établissements financiers à des fins opérationnelles					
17	Prêts et titres performants:					
18	Opérations de financement sur titres performantes avec des clients financiers garanties par des actifs liquides de qualité élevée de niveau 1 soumis à une décote de 0 %.					
19	Opérations de financement sur titres performantes avec des clients financiers garanties par d'autres actifs et prêts et avances aux établissements financiers					
20	Prêts performants à des entreprises non financières, prêts performants à la clientèle de détail et aux petites entreprises, et prêts performants aux emprunteurs souverains et aux entités du secteur public, dont:					
21	Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit					
22	Prêts hypothécaires résidentiels performants, dont:					
23	Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit					
24	Autres prêts et titres qui ne sont pas en défaut et ne sont pas considérés comme des actifs liquides de qualité élevée, y compris les actions négociées en bourse et les produits liés aux crédits commerciaux inscrits au bilan					
25	Actifs interdépendants					
26	Autres actifs:					
27	Matières premières échangées physiquement					
28	Actifs fournis en tant que marge initiale dans des contrats dérivés et en tant que contributions aux fonds de défaillance des CCP					
29	Actifs dérivés affectant le NSFR					
30	Engagements dérivés affectant le NSFR avant déduction de la marge de variation fournie					
31	Tous les autres actifs ne relevant pas des catégories ci-dessus					
32	Éléments de hors bilan					
33	Financement stable requis total					
34	Ratio de financement stable net (%)					



**Tableau EU CRA: informations qualitatives générales sur le risque de crédit**

Les établissements doivent décrire leurs objectifs et politiques en matière de gestion du risque de crédit en fournissant les informations suivantes:

Informations qualitatives	
a)	Dans la brève déclaration sur les risques soumise conformément à l'article 435, paragraphe 1, point f), du CRR, indiquer comment le modèle d'entreprise donne naissance aux composants du profil de risque de crédit de l'établissement.
b)	Dans la présentation des stratégies et processus visant à gérer le risque de crédit et des politiques destinées à couvrir et atténuer le risque conformément à l'article 435, paragraphe 1, points a) et d), du CRR, indiquer les critères et l'approche utilisés pour définir la politique de gestion du risque de crédit et fixer les limites en matière de risque de crédit.
c)	Lors de la présentation de la structure et de l'organisation de la fonction de gestion des risques conformément à l'article 435, paragraphe 1, point b), du CRR, indiquer la structure et l'organisation de la fonction de gestion et de contrôle du risque de crédit.
d)	Lors de la présentation de l'autorité, du statut et des autres dispositions adoptées pour la fonction de gestion des risques conformément à l'article 435, paragraphe 1, point b), du CRR, spécifier les liens entre les fonctions de gestion du risque de crédit, de contrôle des risques, de vérification de la conformité et d'audit interne.

Tableau EU CRB: informations supplémentaires à publier sur la qualité de crédit des actifs

Informations qualitatives	
a)	La portée et les définitions des expositions "en souffrance" (past due) et "dépréciées" (impaired) utilisées à des fins comptables et les différences, le cas échéant, entre les définitions "en souffrance" et "en défaut" (default) à des fins comptables et réglementaires, tel que spécifié par les orientations de l'ABE sur l'application de la définition de défaut, conformément à l'article 178 du CRR.
b)	L'importance des expositions en souffrance (plus de 90 jours) non considérées comme dépréciées et les raisons qui l'expliquent.
c)	La description des méthodes utilisées pour déterminer les ajustements pour risque de crédit général et spécifique.
d)	La définition des expositions restructurées retenue par l'établissement aux fins de l'application de l'article 178, paragraphe 3, point d), du CRR, tel que spécifié par les orientations de l'ABE sur le défaut conformément à l'article 178 du CRR, lorsqu'elle s'écarte de la définition des expositions renégociées figurant à l'annexe V du règlement d'exécution (UE) n° 680/2014 de la Commission.

## Modèle EU CR1: Expositions performantes et non performantes et provisions correspondantes

a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o
Valeur comptable brute / Montant nominal														
	Expositions performantes			Expositions non performantes			Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions			Expositions non performantes – Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions			Sorties partielles du bilan cumulées	Sûretés et garanties financières reçues
	Dont expositions de stade 1	Dont expositions de stade 2		Dont expositions de stade 2	Dont expositions de stade 3		Dont expositions de stade 1	Dont expositions de stade 2		Dont expositions de stade 1	Dont expositions de stade 2	Dont expositions de stade 3		
005														
010														
020														
030														
040														
050														
060														
070														
080														
090														
100														
110														
120														
130														
140														
150														
160														
170														
180														
190														
200														
210														
220														

Modèle EU CR1-A: échéance des expositions

		a	b	c	d	e	f
		Valeur exposée au risque nette					
		À vue	<= 1 an	> 1 ans <= 5 ans	> 5 ans	Aucune échéance déclarée	Total
1	Prêts et avances						
2	Titres de créance						
3	Total						

Modèle EU CR2: variations du stock de prêts et avances non performants

		a
		Valeur comptable brute
010	Stock initial de prêts et avances non performants	
020	Entrées dans les portefeuilles non performants	
030	Sorties hors des portefeuilles non performants	
040	Sorties dues à des sorties de bilan	
050	Sorties dues à d'autres situations	
060	Stock final de prêts et avances non performants	

Modèle EU CR2a: variations du stock de prêts et avances non performants et recouvrements nets cumulés liés

		a	b
		Valeur comptable brute	Recouvrements nets cumulés liés
010	Stock initial de prêts et avances non performants		
020	Entrées dans les portefeuilles non performants		
030	Sorties hors des portefeuilles non performants		
040	Sortie vers le portefeuille performant		
050	Sortie due à un remboursement de prêt, partiel ou total		
060	Sortie due à des liquidations de sûretés		
070	Sortie due à la prise de possession de sûretés		
080	Sortie due à la vente d'instruments		
090	Sortie due à des transferts de risque		
100	Sorties dues à des sorties de bilan		
110	Sorties dues à d'autres situations		
120	Sortie due à un reclassement en «détenu en vue de la vente»		
130	Stock final de prêts et avances non performants		

Modèle EU CQ1: Qualité de crédit des expositions renégociées

	a	b	c	d	e	f	g	h
	Valeur comptable brute / Montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de renégociation				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions renégociées	
	Renégociées performantes	Renégociées non performantes			Sur des expositions renégociées performantes	Sur des expositions renégociées non performantes		Dont sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions non performantes faisant l'objet de mesures de renégociation
			Dont en défaut	Dont dépréciées				
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue							
010	Prêts et avances							
020	Banques centrales							
030	Administrations publiques							
040	Établissements de crédit							
050	Autres entreprises financières							
060	Entreprises non financières							
070	Ménages							
080	Titres de créance							
090	Engagements de prêt donnés							
100	Total							

Modèle EU CQ2: Qualité de la renégociation

		a
		Valeur comptable brute des expositions renégociées
010	Prêts et avances renégociés plus de deux fois	
020	Prêts et avances renégociés non performants qui n'ont pas satisfait aux critères pour sortir de la catégorie «non performante»	



Modèle EU CQ3: Qualité de crédit des expositions performantes et non performantes par nombre de jours en souffrance

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
	Valeur comptable brute / Montant nominal											
	Expositions performantes				Expositions non performantes							
		Pas en souffrance ou en souffrance ≤ 30 jours	En souffrance > 30 jours ≤ 90 jours		Événement improbable mais pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours	En souffrance > 90 jours ≤ 180 jours	En souffrance > 180 jours ≤ 1 an	En souffrance > 1 an ≤ 2 ans	En souffrance > 2 ans ≤ 5 ans	En souffrance > 5 ans ≤ 7 ans	En souffrance > 7 ans	Dont en défaut
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue											
010	Prêts et avances											
020	Banques centrales											
030	Administrations publiques											
040	Établissements de crédit											
050	Autres entreprises financières											
060	Entreprises non financières											
070	Dont PME											
080	Ménages											
090	Titres de créance											
100	Banques centrales											
110	Administrations publiques											
120	Établissements de crédit											
130	Autres entreprises financières											
140	Entreprises non financières											
150	Expositions hors bilan											
160	Banques centrales											
170	Administrations publiques											
180	Établissements de crédit											
190	Autres entreprises financières											
200	Entreprises non financières											
210	Ménages											
220	Total											

Modèle EU CQ4: Qualité des expositions non performantes par situation géographique

	a	b	c	d	e	f	g
	Valeur comptable / montant nominal brut			Dépréciation cumulée		Provisions sur engagements hors bilan et garanties financières donnés	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
				Dont non performantes	Dont soumises à dépréciation		
				Dont en défaut			
010	Expositions au bilan						
020	Pays 1						
030	Pays 2						
040	Pays 3						
050	Pays 4						
060	Pays N						
070	Autres pays						
080	Expositions hors bilan						
090	Pays 1						
100	Pays 2						
110	Pays 3						
120	Pays 4						
130	Pays N						
140	Autres pays						
150	Total						

Modèle EU CQ5: Qualité de crédit des prêts et avances accordés à des sociétés non financières par branche d'activité

	a	b	c	d	e	f
	Valeur comptable brute				Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
	Dont non performantes		Dont prêts et avances soumis à dépréciation			
				Dont en défaut		
010	Agriculture, sylviculture et pêche					
020	Industries extractives					
030	Industrie manufacturière					
040	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné					
050	Production et distribution d'eau					
060	Construction					
070	Commerce					
080	Transport et stockage					
090	Hébergement et restauration					
100	Information et communication					
110	Activités financières et d'assurance					
120	Activités immobilières					
130	Activités spécialisées, scientifiques et techniques					
140	Activités de services administratifs et de soutien					
150	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire					
160	Enseignement					
170	Santé humaine et action sociale					
180	Arts, spectacles et activités récréatives					
190	Autres services					
200	Total					

Modèle EU CQ6: Évaluation des sûretés - prêts et avances

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
Prêts et avances												
	Non performants											
	Performants			En souffrance > 90 jours								
	Dont en souffrance > 30 jours ≤ 90 jours	Partiellement improbable mais pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours	Dont en souffrance > 90 jours ≤ 180 jours	Dont en souffrance > 180 jours ≤ 1 an	Dont en souffrance > 1 an ≤ 2 ans	Dont en souffrance > 2 ans ≤ 5 ans	Dont en souffrance > 5 ans ≤ 7 ans	Dont en souffrance > 7 ans				
010	Valeur comptable brute											
020	Dont garantie											
030	Dont garantie par un bien immobilier											
040	Dont instruments avec un ratio prêt-valeur supérieur à 100 %											
050	Dont instruments avec un ratio prêt-valeur supérieur à 100 %											
060	Dont instruments avec un ratio prêt-valeur											
070	Dépréciations cumulées pour actifs garantis											
080	Sûretés											
090	Dont valeur plafonnée à la valeur de l'exposition											
100	Dont biens immobiliers											
110	Dont valeur au-dessus du plafond											
120	Dont biens immobiliers											
130	Garanties financières reçues											
140	Sorties partielles du bilan cumulées											

Modèle EU CQ7: Sûretés obtenues par prise de possession et exécution

		a	b
		Sûretés obtenues par prise de possession	
		Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées
010	Immobilisations corporelles (PP&E)		
020	Autre que PP&E		
030	Biens immobiliers résidentiels		
040	Biens immobiliers commerciaux		
050	Biens meubles (automobiles, navires, etc.)		
060	Actions et titres de créance		
070	Autres sûretés		
080	Total		

Modèle EU CQ8: Sûretés obtenues par prise de possession et exécution - ventilation par date d'émission

	a		b		c		d		e		f		g		h		i		j		k		l	
	Réduction du solde de la créance		Variations négatives cumulées		Valeur à la comptabilisation initiale		Variations négatives cumulées		Valeur à la comptabilisation initiale		Variations négatives cumulées		Valeur à la comptabilisation initiale		Variations négatives cumulées		Valeur à la comptabilisation initiale		Variations négatives cumulées		Valeur à la comptabilisation initiale		Variations négatives cumulées	
010	Sûretés obtenues par prise de possession classées comme PP&E																							
020	Sûretés obtenues par prise de possession autres que celles classées comme PP&E																							
030	Biens immobiliers résidentiels																							
040	Biens immobiliers commerciaux																							
050	Biens matériels (automobiles, avions et autres de transport)																							
060	Actifs et titres de créance																							
070	Autres sûretés																							
080	Total																							

**Tableau EU CRC – Exigences de publication d'informations qualitatives sur les techniques d'ARC**

Champs de texte libre pour la publication d'informations qualitatives

Base juridique	Numéro de ligne	Texte libre
Article 453 a) du CRR	a)	Une description des principales caractéristiques des politiques et procédures appliquées en matière de compensation au bilan et hors bilan ainsi que la mesure dans laquelle les établissements recourent à ce type de compensation.
Article 453 b) du CRR	b)	Les principales caractéristiques des politiques et procédures appliquées en matière d'évaluation et de gestion des sûretés éligibles.
Article 453 c) du CRR	c)	Une description des principaux types de sûretés acceptés par l'établissement pour atténuer le risque de crédit.
Article 453 d) du CRR	d)	Pour les garanties et dérivés de crédit utilisés comme protection de crédit, les principales catégories de garants et de contreparties des dérivés de crédit, ainsi que leur qualité de crédit, utilisées pour réduire les exigences de fonds propres, à l'exclusion de celles utilisées dans le cadre de structures de titrisation synthétique.
Article 453 e) du CRR	e)	Des informations sur les concentrations de risque de marché ou de risque de crédit dans le cadre des opérations d'atténuation du risque de crédit.

Modèle EU CR3 – Vue d'ensemble des techniques d'ARC: Publication d'informations sur l'utilisation de techniques d'atténuation du risque de crédit

	Valeur comptable garantie				
	Valeur comptable non garantie	Dont garantie par des sûretés			
	a	b	c	d	e
1	Prêts et avances				
2	Titres de créance				
3	Total				
4	Dont expositions non performantes				
EU-5	Dont en défaut				



**Tableau EU CRD – Exigences de publication d’informations qualitatives relatives à l’approche standard**

Base juridique	Numéro de ligne	Informations qualitatives – texte libre
Article 444 a) du CRR	a)	Noms des organismes externes d’évaluation du crédit (OEEC) et des organismes de crédit à l’exportation (OCE) utilisés par l’établissement, ainsi que la justification des changements intervenus au cours de la période considérée.
Article 444 b) du CRR	b)	Les catégories d'expositions pour lesquelles chaque OEEC ou OCE est utilisé.
Article 444 c) du CRR	c)	Une description du processus appliqué pour transférer les notations de crédit de l'émetteur et de l'émission sur des éléments d'actifs comparables n'appartenant pas au portefeuille de négociation;
Article 444 (d) du CRR	d)	L'association entre la notation externe effectuée par chaque OEEC ou OCE désigné [indiqué à la ligne a)] et les pondérations de risque qui correspondent aux échelons de qualité de crédit prévus à la troisième partie, titre II, chapitre 2, du CRR (sauf lorsque l'établissement respecte l'association standard publiée par l'ABE).

Modèle EU CR4 – Approche standard – Exposition au risque de crédit et effets de l'ARC

	Catégories d'expositions	Expositions avant CCF et avant ARC		Expositions après CCF et après ARC		RWEA et densité des RWEA	
		Expositions au bilan	Expositions hors bilan	Expositions au bilan	Expositions hors bilan	RWEA	Densité des RWEA (%)
		a	b	c	d	e	f
1	Administrations centrales ou banques centrales						
2	Entités du secteur public ne relevant pas de l'administration centrale						
EU 2a	Administrations régionales ou locales						
EU 2b	Entités du secteur public						
3	Banques multilatérales de développement						
EU 3a	Organisations internationales						
4	Établissements						
5	Obligations garanties						
6	Entreprises						
6.1	Dont: Financement spécialisé						
7	Expositions sur créances subordonnées et sur actions						
EU 7a	Expositions sur créances subordonnées						
EU 7b	Actions						
8	Clientèle de détail						
9	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers et expositions ADC						
9.1	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers résidentiels – non IPRE						
9.2	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers résidentiels – IPRE						
9.3	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers commerciaux – non IPRE						
9.4	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers commerciaux – IPRE						
9.5	Acquisition de terrains, promotion immobilière et construction (ADC)						
10	Expositions en défaut						
EU 10a	Créances sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme						
EU 10b	Organismes de placement collectif (OPC)						
EU 10c	Autres éléments						
11	sans objet						
12	TOTAL						

Modèle EU CR5 - Approche standard

Catégories d'expositions		Pondération de risque																								Dont non notées		
		0%	2%	4%	10%	20%	30%	35%	40%	45%	50%	60%	70%	75%	80%	90%	100%	105%	110%	130%	150%	250%	370%	400%	1250%	Autres	Total	
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa
	1 Administrations centrales ou banques centrales																											
	2 Entités du secteur public ne relevant pas de l'administration centrale																											
	EU 2a Administrations régionales ou locales																											
	EU 2b Entités du secteur public																											
	3 Banques multilatérales de développement																											
	EU 3a Organisations internationales																											
	4 Établissements																											
	5 Obligations garanties																											
	6 Entreprises																											
	6.1 Dont: Financement spécialisé																											
	7 Expositions sur créances subordonnées et sur actions																											
	EU 7a Expositions sur créances subordonnées																											
	EU 7b Actions																											
	8 Expositions sur la clientèle de détail																											
	9 Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers et expositions ADC																											
	9.1 Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers résidentiels – non IPRE																											
	9.1.1 aucun fractionnement de prêt n'est appliqué																											
	9.1.2 fractionnement de prêt appliqué (garanti)																											
	9.1.3 fractionnement de prêt appliqué (non garanti)																											
	9.2 Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers résidentiels – IPRE																											
	9.3 Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers commerciaux – non IPRE																											
	9.3.1 aucun fractionnement de prêt n'est appliqué																											
	9.3.2 fractionnement de prêt appliqué (garanti)																											
	9.3.3 fractionnement de prêt appliqué (non garanti)																											
	9.4 Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers commerciaux – IPRE																											
	9.5 Acquisition de terrains, promotion immobilière et construction (ADC)																											
	10 Expositions en défaut																											
	EU 10a Créances sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme																											
	EU 10b Organismes de placement collectif (OPC)																											
	EU 10c Autres éléments																											
	11 sans objet																											
	EU 11c TOTAL																											

## Tableau EU CRE – Exigences de publication d'informations qualitatives relatives à l'approche NI

Champs de texte libre pour la publication d'informations qualitatives

Base juridique	Numéro de ligne	Texte libre
Article 452 (a) du CRR	a)	L'autorisation du recours à l'approche ou des modalités de la transition, accordée par les autorités compétentes.
Article 452 (c) du CRR	b)	c) Les mécanismes de contrôle des systèmes de notation aux différents stades de l'élaboration, des contrôles et des modifications du modèle, y compris des informations sur: <ul style="list-style-type: none"> <li>i) la relation entre la fonction de gestion du risque et la fonction d'audit interne;</li> <li>ii) le réexamen du système de notation;</li> <li>iii) la procédure visant à assurer l'indépendance de la fonction chargée de la révision des modèles vis-à-vis des fonctions responsables de leur élaboration;</li> <li>iv) la procédure visant à faire en sorte que les fonctions chargées de l'élaboration et de la révision des modèles soient tenues de rendre des comptes</li> </ul>
Article 452 (d) du CRR	c)	Le rôle des fonctions impliquées dans l'élaboration, l'approbation et les modifications ultérieures des modèles de risque de crédit.
Article 452 (e) du CRR	d)	Le périmètre et le contenu principal des déclarations relatives aux modèles de risque de crédit.
Article 452 (f) du CRR	e)	Une description du processus de notation interne pour chaque catégorie d'expositions, y compris le nombre de modèles principaux utilisés pour chaque portefeuille, et une analyse succincte des principales différences entre les modèles d'un même portefeuille, portant sur: <ul style="list-style-type: none"> <li>i) les définitions, méthodes et données servant à l'estimation et à la validation de la PD, y compris la manière dont les PD sont estimées pour les portefeuilles à faible taux de défaut, l'existence ou non de planchers réglementaires et les facteurs expliquant les différences observées entre la PD et les taux de défaut effectifs au moins pour les trois dernières périodes;</li> <li>ii) le cas échéant, les définitions, méthodes et données servant à l'estimation et à la validation de la LGD, telles que les méthodes utilisées pour calculer la LGD en cas de ralentissement économique, la manière dont les LGD sont estimées pour les portefeuilles à faible taux de défaut et le temps écoulé entre le déclenchement du défaut et la disparition de l'exposition;</li> <li>iii) le cas échéant, les définitions, méthodes et données servant à l'estimation et à la validation des facteurs de conversion, y compris les hypothèses utilisées pour la dérivation de ces variables.</li> </ul>

Modèle EU CR6 – Approche NI – Expositions au risque de crédit par catégorie d'expositions et fourchette de PD

A-IRB	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplémentifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Catégorie d'exposition X		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
	0,00 à <0,15												
	0,00 à <0,10												
	0,10 à <0,15												
	0,15 à <0,25												
	0,25 à <0,50												
	0,50 à <0,75												
	0,75 à <2,50												
	0,75 à <1,75												
	1,75 à <2,5												
	2,50 à <10,00												
	2,5 à <5												
	5 à <10												
	10,00 à <100,00												
	10 à <20												
Sous-total (catégorie d'exposition)	20 à <30												
	30,00 à <100,00												
	100,00 (défaut)												
Total (toutes catégories d'exposition)													

F-IRB	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplémentifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Exposure class X		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
	0,00 à <0,15												
	0,00 à <0,10												
	0,10 à <0,15												
	0,15 à <0,25												
	0,25 à <0,50												
	0,50 à <0,75												
	0,75 à <2,50												
	0,75 à <1,75												
	1,75 à <2,5												
	2,50 à <10,00												
	2,5 à <5												
	5 à <10												
	10,00 à <100,00												
	10 à <20												
Subtotal (exposure class)	20 à <30												
	30,00 à <100,00												
	100,00 (défaut)												
Total (all exposures classes)													

Modèle EU CR6-A – Champ d’application des approches NI et SA

	Valeur exposée au risque totale au sens de l'article 166 du CRR pour les expositions en approche NI	Valeur exposée au risque totale des expositions en approche standard et en approche NI	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet de l'utilisation partielle permanente de SA (%)	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet de l'approche NI (%)	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet d'un plan de déploiement (%)
1	Administrations centrales ou banques centrales	b	c	d	e
2	Administrations régionales et locales				
3	Entités du secteur public				
4	Établissements				
5	Entreprises				
5.1	Dont Entreprises – Générales				
5.2	Dont Entreprises – Financement spécialisé				
5.2.1	Dont Entreprises – Financement spécialisé, à l'exclusion de l'approche de référence				
5.2.2	Dont Entreprises – Financement spécialisé dans le cadre de l'approche de référence				
5.3	Dont Entreprises – Créances achetées				
6	Clientèle de détail				
6.1	Clientèle de détail – expositions renouvelables éligibles				
6.2	Clientèle de détail – Garanties par des biens immobiliers résidentiels				
6.3	Clientèle de détail – Créances achetées				
6.4	Clientèle de détail – Autres expositions sur la clientèle de détail				
7	Actions				
EU 7a	Organismes de placement collectif (OPC)				
8	Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit				
9	Total				

**Modèle EU CR7 – Approche NI – Effet sur les RWEA des dérivés de crédit utilisés comme techniques d’ARC**

		Montant d'exposition pondéré avant dérivés de crédit	Montant d'exposition pondéré effectif
		a	b
1	Administrations centrales et banques centrales – approche NI simple		
EU 1a	Administrations régionales et locales – approche NI simple		
EU 1b	Entités du secteur public – approche NI simple		
2	Administrations centrales et banques centrales – approche NI avancée		
EU 2a	Administrations régionales et locales – approche NI avancée		
EU 2b	Entités du secteur public – approche NI avancée		
3	Établissements – approche NI simple		
4	sans objet		
5	Entreprises – approche NI simple		
EU 5a	Entreprises – Générales		
EU 5b	Entreprises – Financement spécialisé		
EU 5c	Entreprises – Créances achetées		
6	Entreprises – approche NI avancée		
EU 6a	Entreprises – Générales		
EU 6b	Entreprises – Financement spécialisé		
EU 6c	Entreprises – Créances achetées		
7	sans objet		
8	sans objet		
EU 8a	Clientèle de détail – approche NI avancée		
9	Clientèle de détail – Expositions renouvelables éligibles (QRRE)		
10	Clientèle de détail – Garanties par des biens immobiliers résidentiels		
EU10a	Clientèle de détail – Créances achetées		
EU10b	Clientèle de détail – Autres expositions sur la clientèle de détail		
11	sans objet		
12	sans objet		
13	sans objet		
14	sans objet		
15	sans objet		
16	sans objet		
17	Expositions faisant l'objet de l'approche NI simple		
18	Expositions faisant l'objet de l'approche NI avancée		
19	Total des expositions		

Modèle EU CR7-A – Approche NI – Informations à publier sur le degré d'utilisation de techniques d'ARC

	Total des expositions	Techniques d'atténuation du risque de crédit										Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des RWEA	
		Protection de crédit financée					Protection de crédit non financée					RWEA sans effets de substitution (effets de réduction uniquement)	RWEA avec effets de substitution (effets de réduction et de substitution)
		Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Partie des expositions couverte par des garanties (%)	Partie des expositions couverte par des dérivés de crédit (%)		
A-IRB	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	m	n
1. Administrations centrales et banques centrales													
2. Administrations régionales et locales													
3. Entités du secteur public													
5. Entreprises													
5.1. Entreprises – Générales													
5.2. Entreprises – Financement spécialisé													
5.3. Entreprises – Créances achetées													
6. Clientèle de détail													
6.1. Clientèle de détail – Expositions renouvelables éligibles													
6.2. Clientèle de détail – Garanties par des biens immobiliers résidentiels													
6.3. Clientèle de détail – Créances achetées													
6.4. Clientèle de détail – Autres expositions sur la clientèle de détail													
7. Total													

	Total des expositions	Techniques d'atténuation du risque de crédit										Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des RWEA	
		Protection de crédit financée					Protection de crédit non financée					RWEA sans effets de substitution (effets de réduction uniquement)	RWEA avec effets de substitution (effets de réduction et de substitution)
		Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Partie des expositions couverte par des garanties (%)	Partie des expositions couverte par des dérivés de crédit (%)		
F-IRB	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	m	n
1. Administrations centrales et banques centrales													
2. Administrations régionales et locales													
3. Entités du secteur public													
4. Établissements													
5. Entreprises													
5.1. Entreprises – Générales													
5.2. Entreprises – Financement spécialisé													
5.3. Entreprises – Créances achetées													
6. Total													



**Modèle EU CR8 – État des flux des RWEA relatifs aux expositions au risque de crédit dans le cadre de l'approche NI**

		Montant d'exposition pondéré
		a
1	Montant d'exposition pondéré à la fin de la période de déclaration précédente	
2	Taille de l'actif (+/-)	
3	Qualité de l'actif (+/-)	
4	Mises à jour des modèles (+/-)	
5	Méthodologie et politiques (+/-)	
6	Acquisitions et cessions (+/-)	
7	Variations des taux de change (+/-)	
8	Autres (+/-)	
9	Montant d'exposition pondéré à la fin de la période de publication	

Modèle CR9 – Approche NI – Contrôle a posteriori des PD par catégorie d'exposition (échelle de PD fixe)

NI avancée

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
		c	d Dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
a	b 0,00 à <0,15		d	e	f	g	h
	0,00 à <0,10						
	0,10 à <0,15						
	0,15 à <0,25						
	0,25 à <0,50						
	0,50 à <0,75						
	0,75 à <2,50						
	0,75 à <1,75						
	1,75 à <2,5						
	2,50 à <10,00						
	2,5 à <5						
	5 à <10						
	10,00 à <100,00						
	10 à <20						
	20 à <30						
	30,00 à <100,00						
	100,00 (défaut)						

NI simple

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
		c	d Dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
a	b 0,00 à <0,15		d	e	f	g	h
	0,00 à <0,10						
	0,10 à <0,15						
	0,15 à <0,25						
	0,25 à <0,50						
	0,50 à <0,75						
	0,75 à <2,50						
	0,75 à <1,75						
	1,75 à <2,5						
	2,50 à <10,00						
	2,5 à <5						
	5 à <10						
	10,00 à <100,00						
	10 à <20						
	20 à <30						
	30,00 à <100,00						
	100,00 (défaut)						

Modèle CR9.1 – Approche NI – Contrôle a posteriori des PD par catégorie d'expositions (uniquement pour les estimations de PD conformément à l'article 180, paragraphe 1, point f), du CR NI avancée

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Notation externe équivalente	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente	Dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
				d	e			
a	b	c	d	e	f	g	h	

NI simple

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Notation externe équivalente	Nombre de débiteurs	Dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
a	b	c	d	e	f	g	h	

Modèle EU CR10 – Expositions de financement spécialisé et sous forme d'actions

Modèle EU CR10.1							
Specialised lending : Project finance (Slotting approach)							
Regulatory categories	Échéance résiduelle	Exposition au bilan	Exposition hors bilan	Pondération de risque	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées
		a	b	c	d	e	f
Catégorie 1	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			50%			
				70%			
Catégorie 2	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			70%			
				90%			
Catégorie 3	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			115%			
				115%			
Catégorie 4	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			250%			
				250%			
Catégorie 5	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			-			
				-			
Total	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans						

Modèle EU CR10.2							
Financement spécialisé: Biens immobiliers générateurs de revenus et biens immobiliers commerciaux à forte volatilité (approche par référencement)							
Catégories réglementaires	Échéance résiduelle	Exposition au bilan	Exposition hors bilan	Pondération de risque	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées
		a	b	c	d	e	f
Catégorie 1	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			50%			
				70%			
Catégorie 2	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			70%			
				90%			
Catégorie 3	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			115%			
				115%			
Catégorie 4	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			250%			
				250%			
Catégorie 5	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			-			
				-			
Total	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans						

Modèle EU CR10.3							
Specialised lending : Object finance (Slotting approach)							
Regulatory categories	Échéance résiduelle	Exposition au bilan	Exposition hors bilan	Pondération de risque	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées
		a	b	c	d	e	f
Catégorie 1	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			50%			
				70%			
Catégorie 2	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			70%			
				90%			
Catégorie 3	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			115%			
				115%			
Catégorie 4	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			250%			
				250%			
Catégorie 5	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			-			
				-			
Total	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans						

Modèle EU CR10.4							
Financement spécialisé: Financement de matières premières (approche par référencement)							
Catégories réglementaires	Échéance résiduelle	Exposition au bilan	Exposition hors bilan	Pondération de risque	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées
		a	b	c	d	e	f
Catégorie 1	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			50%			
				70%			
Catégorie 2	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			70%			
				90%			
Catégorie 3	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			115%			
				115%			
Catégorie 4	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			250%			
				250%			
Catégorie 5	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans			-			
				-			
Total	Inférieure à 2,5 ans Supérieure ou égale à 2,5 ans						

Modèle EU CR10.5						
Expositions sur actions en vertu de l'article 133, paragraphes 3 à 6 et de l'article 485 bis, paragraphe 3, du CRR						
Catégories	Exposition au bilan	Exposition hors bilan	Pondération de risque	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées
	a	b	c	d	e	f
Total						

**Tableau EU CCRA – Informations qualitatives relatives au CCR**

		Déclaration au format flexible
(a)	<b>Article 439, point a), du CRR</b> Description de la méthode d'affectation des fonds propres et de fixation des limites de crédit pour les expositions de crédit de contrepartie, et notamment les méthodes de fixation de ces limites pour les expositions sur contreparties centrales.	
(b)	<b>Article 439, point b), du CRR</b> Description des politiques relatives aux garanties et autres mesures d'atténuation du risque de crédit, telles que les politiques appliquées en matière d'obtention de sûretés et de constitution de réserves de crédit.	
(c)	<b>Article 439, point c), du CRR</b> Description des politiques relatives au risque de corrélation, au sens de l'article 291 du CRR.	
(d)	<b>Article 431, points 3 et 4, du CRR</b> Autres objectifs de gestion des risques et politiques pertinentes liés au risque de crédit de contrepartie (CCR).	
(e)	<b>Article 439, point d), du CRR</b> Le montant des sûretés que l'établissement aurait à fournir si sa note de crédit était abaissée.	

Modèle EU CCR1 – Analyse des expositions au CCR par approche  
Format fixe

	a	b	c	d	e	f	g	h
	Coût de remplacement (RC)	Exposition future potentielle (PFE)	EEPE	Facteur Alpha utilisé pour calculer l'exposition réglementaire	Valeur exposée au risque avant ARC	Valeur exposée au risque après ARC	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré (RWEA)
EU-1				1,4				
EU-2				1,4				
1				1,4				
2								
2a								
2b								
2c								
3								
4								
5								
6								

Modèle EU CCR3 – Approche standard – Expositions au CCR par catégorie d'expositions réglementaires et pondération de risque

Format fixe

	Catégories d'expositions	Pondération de risque											
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
		0%	2%	4%	10%	20%	50%	70%	75%	100%	150%	Autres	Valeur d'exposition totale
1	Administrations centrales ou banques centrales												
2	Administrations régionales ou locales												
3	Entités du secteur public												
4	Banques multilatérales de développement												
5	Organisations internationales												
6	Établissements												
7	Entreprises												
8	Clientèle de détail												
9	Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme												
10	Autres éléments												
11	Valeur d'exposition totale												

Modèle EU CCR4 – Approche NI – Expositions au CCR par catégorie d'expositions et échelle de PD  
Format fixe

			a	b	c	d	e	f	g
		Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
1 ... x	Catégorie d'exposition X								
1		0,00 à <0,15							
2		0,15 à <0,25							
3		0,25 à <0,50							
4		0,50 à <0,75							
5		0,75 à <2,50							
6		2,50 à <10,00							
7		10,00 à <100,00							
8		100,00 (défaut)							
x		Sous-total (catégorie d'exposition X)							
y	Total (toutes les catégories d'expositions pertinentes pour le CCR)								



Modèle EU CCR5 – Composition des sûretés pour les expositions au CCR

Colonnes fixes

	Sûretés utilisées dans des opérations sur dérivés				Sûretés utilisées dans des OFT			
	a		b		c		d	
	Juste valeur des sûretés reçues		Ne faisant pas l'objet d'une ségrégation		Faisant l'objet d'une ségrégation		Ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	
Type de sûreté	Juste valeur des sûretés reçues		Ne faisant pas l'objet d'une ségrégation		Faisant l'objet d'une ségrégation		Ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	
1	Espèces – monnaie nationale							
2	Espèces – autres monnaies							
3	Dette souveraine nationale							
4	Autre dette souveraine							
5	Dette des administrations publiques							
6	Obligations d'entreprise							
7	Actions							
8	Autres sûretés							
9	Total							

**Modèle EU CCR6 – Expositions sur dérivés de crédit**  
**Fixes**

		a	b
		Protection achetée	Protection vendue
Montants notionnels			
1	CDS mono-émetteurs		
2	CDS indiciels		
3	Total contrats d'échange		
4	Options de crédit		
5	Autres dérivés de crédit		
6	Total montants notionnels		
Justes valeurs			
7	Juste valeur positive (actif)		
8	Juste valeur négative (passif)		

**Modèle EU CCR7 – États des flux des RWEA relatifs aux expositions au CCR dans le cadr**  
**Format fixe**

		a
		Montant d'exposition pondéré (RWEA)
1	RWEA à la fin de la période de déclaration précédente	
2	Taille de l'actif	
3	Qualité de crédit des contreparties	
4	Mises à jour des modèles (IMM uniquement)	
5	Méthodologie et politiques (IMM uniquement)	
6	Acquisitions et cessions	
7	Variations des taux de change	
8	Autres	
9	RWEA à la fin de la période de déclaration courante	

**Modèle EU CCR8 – Expositions sur les CCP****Format fixe**

		a	b
		Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré (RWEA)
1	<b>Expositions aux contreparties centrales éligibles (total)</b>		
2	Expositions pour les opérations auprès de contreparties centrales éligibles (à l'exclusion des marges initiales et des contributions au fonds de défaillance); dont		
3	i) Dérivés de gré à gré		
4	ii) Dérivés négociés en bourse		
5	iii) OFT		
6	iv) Ensembles de compensation pour lesquels la compensation multiproduits a été approuvée		
7	Marge initiale faisant l'objet d'une ségrégation		
8	Marge initiale ne faisant pas l'objet d'une ségrégation		
9	Contributions préfinancées au fonds de défaillance		
10	Contributions non financées au fonds de défaillance		
11	<b>Expositions aux contreparties centrales non éligibles (total)</b>		
12	Expositions pour les opérations auprès de contreparties centrales non éligibles (à l'exclusion des marges initiales et des contributions au fonds de défaillance); dont		
13	i) Dérivés de gré à gré		
14	ii) Dérivés négociés en bourse		
15	iii) OFT		
16	iv) Ensembles de compensation pour lesquels la compensation multiproduits a été approuvée		
17	Marge initiale faisant l'objet d'une ségrégation		
18	Marge initiale ne faisant pas l'objet d'une ségrégation		
19	Contributions préfinancées au fonds de défaillance		
20	Contributions non financées au fonds de défaillance		

**Tableau EU-SECA – Exigences de publication d’informations qualitatives relatives aux expositions de titrisation**

Champs de texte libre pour la publication d’informations qualitatives

Base juridique	Numéro de ligne	Informations qualitatives – texte libre
Article 449, point a) du CRR	a)	Description des activités de titrisation et de retitrisation; comprenant les objectifs de gestion du risque et d'investissement des établissements en rapport avec ces activités, le rôle dans les opérations de titrisation et de retitrisation, indiquant si le cadre des titrisations simples, transparentes et standardisées (STS) est ou non utilisé, et la mesure dans laquelle les opérations de titrisation sont utilisées pour transférer à des tiers le risque de crédit des expositions titrisées, accompagnée, le cas échéant, d'une description séparée de leur politique de transfert de risque dans le cadre de titrisations synthétiques
Article 449, point b) du CRR	b)	Le type de risques auxquels les établissements sont exposés dans le cadre de leurs activités de titrisation et de retitrisation, par rang des positions de titrisation concernées, en établissant une distinction entre les positions de titrisation STS et les positions de titrisation non STS et: i) le risque conservé dans les opérations qu'ils ont eux-mêmes initiées; ii) les risques encourus dans le cadre d'opérations initiées par des tiers
Article 449, point c) du CRR	c)	Les approches des établissements pour le calcul des montants d'exposition pondérés qu'ils appliquent à leurs activités de titrisation, y compris les types de positions de titrisation auxquels chaque approche est appliquée, en établissant une distinction entre les positions de titrisation STS et les positions de titrisation non STS.
Article 449, point d) du CRR	d)	La liste des entités de titrisation appartenant à l'une des catégories suivantes, accompagnée d'une description des types d'expositions de l'établissement à l'égard de ces entités de titrisation, y compris les contrats dérivés: i) les entités de titrisation qui acquièrent des expositions initiées par les établissements; ii) les entités de titrisation sponsorisées par les établissements; iii) les entités de titrisation et autres entités juridiques pour lesquelles les établissements fournissent des services en lien avec la titrisation, tels que des services de conseil, d'administration d'actifs (asset servicing) ou de gestion d'actifs; iv) les entités de titrisation qui entrent dans le périmètre de consolidation réglementaire des établissements
Article 449, point e) du CRR	e)	La liste de toutes les entités juridiques auxquelles les établissements ont déclaré avoir apporté un soutien conformément à la troisième partie, titre II, chapitre 5, du CRR.
Article 449, point f) du CRR	f)	La liste des entités juridiques affiliées aux établissements et qui investissent dans des opérations de titrisation initiées par les établissements ou dans des positions de titrisation émises par des entités de titrisation sponsorisées par les établissements.
Article 449, point g) du CRR	g)	Un résumé des politiques comptables en matière d'activité de titrisation, en établissant, le cas échéant, une distinction entre positions de titrisation et positions de retitrisation.
Article 449, point h) du CRR	h)	Le nom des OEEC utilisés pour les titrisations et les types d'expositions pour lesquels chaque agence est utilisée.
Article 449, point i) du CRR	i)	Le cas échéant, une description de l'approche par évaluation interne décrite à la troisième partie, titre II, chapitre 5, du CRR, précisant la structure de la procédure d'évaluation interne et la relation entre évaluation interne et notation externe de l'OEEC identifiée conformément au point h), les mécanismes de contrôle de la procédure d'évaluation interne, y compris les considérations relatives à l'indépendance, à la responsabilité et à l'examen de la procédure d'évaluation interne, les types d'expositions auxquels l'approche par évaluation interne est appliquée et les facteurs de tensions utilisés pour déterminer les niveaux de rehaussement de crédit

Modèle EU-SEC1 – Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o
	L'établissement agit en tant qu'initiateur														
	Classiques				Synthétiques		Sous-total	Classiques		Synthétiques	Sous-total	Classiques		Synthétiques	Sous-total
	STS		Non STS		dont TRS			STS	Non STS			STS	Non STS		
1	Total des expositions														
2	Clientèle de détail (total)														
3	Prêts hypothécaires résidentiels														
4	Cartes de crédit														
5	Autres expositions sur la clientèle de détail														
6	Retitrisation														
7	Clientèle de gros (total)														
8	Prêts aux entreprises														
9	Prêts hypothécaires commerciaux														
10	Contrats de location et créances à recevoir														
11	Autres expositions sur la clientèle de gros														
12	Retitrisation														

Modèle EU-SEC2 – Expositions de titrisation dans le portefeuille de négociation

	a		b		c		d		e		f		g		h		i		j		k		l	
	L'établissement agit en tant qu'initiateur		L'établissement agit en tant qu'initiateur		L'établissement agit en tant qu'initiateur		L'établissement agit en tant qu'initiateur		L'établissement agit en tant qu'initiateur		L'établissement agit en tant qu'initiateur		L'établissement agit en tant qu'initiateur		L'établissement agit en tant qu'initiateur		L'établissement agit en tant qu'initiateur		L'établissement agit en tant qu'initiateur		L'établissement agit en tant qu'initiateur		L'établissement agit en tant qu'initiateur	
	Classiques	STS	Classiques	Non STS	Synthétiques	Synthétiques	Sous-total	Sous-total	Classiques	STS	Classiques	Non STS	Synthétiques	Synthétiques	Sous-total	Sous-total	Classiques	STS	Classiques	Non STS	Synthétiques	Synthétiques	Sous-total	Sous-total
1	Total des expositions																							
2	Clientèle de détail (total)																							
3	Prêts hypothécaires résidentiels																							
4	Cartes de crédit																							
5	Autres expositions sur la clientèle de détail																							
6	Retitrisation																							
7	Clientèle de gros (total)																							
8	Prêts aux entreprises																							
9	Prêts hypothécaires commerciaux																							
10	Contrats de location et créances à recevoir																							
11	Autres expositions sur la clientèle de gros																							
12	Retitrisation																							

Modèle EU-SEC3 – Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation et exigences de fonds propres réglementaires associées – établissement agissant en tant qu’initiateur ou en tant que sponsor

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	EU-p	EU-q
	Valeurs exposées au risque (par fourchette de pondération/déductions)		Pondération >50 % et jusqu'à 100 %	Pondération >100 % et jusqu'à <1 250 %	Pondération 1250 % /déductions	Valeurs exposées au risque (par approche réglementaire)	SEC-ERBA (y compris IAA)	SEC-SA	Pondération 1250 % /déductions	Montant d'exposition pondérée (par approche réglementaire)	SEC-ERBA (y compris IAA)	SEC-SA	Pondération 1250 %/ déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (y compris IAA)	SEC-SA	Pondération 1250 %/ déductions
1	Total des expositions																
2	Opérations classiques																
3	Titrisation																
4	Clientèle de détail																
5	Dont STS																
6	Clientèle de gros																
7	Dont STS																
8	Retitrisation																
9	Opérations synthétiques																
10	Titrisation																
11	Sous-jacent de détail																
12	Clientèle de gros																
13	Retitrisation																



Modèle EU-SEC4 – Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation et exigences de fonds propres réglementaires associées – établissement agissant en tant qu’investisseur

	Valeurs exposées au risque (par fourchette de pondération/déductions)																		Valeurs exposées au risque (par approche réglementaire)																		Montant d'exposition pondéré (par approche réglementaire)																		Exigence de fonds propres après application du plafond																	
	a		b		c		d		e		f		g		h		i		j		k		l		m		n		o		EU-p		EU-q																																							
	Pondération ≤20 %	Pondération >20 % et ≤ 50 %	Pondération >50 % et jusqu'à 100 %	Pondération >100 % et jusqu'à 1250 %	Pondération 1250 % /déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (y compris IAA)	SEC-SA	Pondération 1250 % /déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (y compris IAA)	SEC-SA	Pondération 1250 % /déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (y compris IAA)	SEC-SA	Pondération 1250 % /déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (y compris IAA)	SEC-SA	Pondération 1250 % /déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (y compris IAA)	SEC-SA	Pondération 1250 % /déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (y compris IAA)	SEC-SA	Pondération 1250 % /déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (y compris IAA)	SEC-SA	Pondération 1250 % /déductions																																							
1	Total des expositions																																																																							
2	Titrisation classique																																																																							
3	Titrisation																																																																							
4	Sous-jacent de détail																																																																							
5	Dont STS																																																																							
6	Clientèle de gros																																																																							
7	Dont STS																																																																							
8	Retitrisation																																																																							
9	Titrisation synthétique																																																																							
10	Titrisation																																																																							
11	Sous-jacent de détail																																																																							
12	Clientèle de gros																																																																							
13	Retitrisation																																																																							

Modèle EU-SEC5 – Expositions titrisées par l'établissement – Expositions en défaut et ajustements pour risque de crédit spécifique

	a			b		c
	Expositions titrisées par l'établissement – L'établissement agit en tant qu'initiateur ou en tant que sponsor					
	Montant nominal total de l'encours					
	Dont expositions en défaut					
1	Total des expositions					
2	Clientèle de détail (total)					
3	Prêts hypothécaires résidentiels					
4	Cartes de crédit					
5	Autres expositions sur la clientèle de détail					
6	Retitrisation					
7	Clientèle de gros (total)					
8	Prêts aux entreprises					
9	Prêts hypothécaires commerciaux					
10	Contrats de location et créances à recevoir					
11	Autres expositions sur la clientèle de gros					
12	Retitrisation					

**Tableau EU MRA: exigences de publication d'informations qualitatives sur le risque de marché**

		Déclaration au format flexible
(a)	<p><b>Article 435, paragraphe 1, points a) et d), du CRR.</b></p> <p>Une description des stratégies et processus de l'établissement pour la gestion du risque de marché et une description de ses politiques en matière de couverture et d'atténuation du risque, ainsi que des stratégies et processus mis en place pour le contrôle de l'efficacité constante de ces couvertures.</p>	
(b)	<p><b>Article 435, paragraphe 1, point b), du CRR.</b></p> <p>Une description de la structure et de l'organisation de la fonction de gestion du risque de marché, notamment une description de la structure de gouvernance du risque de marché mise en place pour mettre en œuvre les stratégies et processus de l'établissement exposés à la ligne a) ci-dessus, décrivant les relations et les mécanismes de communication entre les différentes parties intervenant dans la gestion du risque de marché.</p>	
(c)	<p><b>Article 435, paragraphe 1, point c), du CRR</b></p> <p>La portée et la nature des systèmes de déclaration et d'évaluation des risques</p>	
EU (d)	<p><b>Article 445, paragraphe 1, du CRR</b></p> <p>Une vue d'ensemble des positions du portefeuille de négociation pour les établissements qui utilisent l'approche standard simplifiée ou l'approche standard alternative.</p>	

**Modèle EU MR1 – Risque de marché dans le cadre de l'approche standard alternative (ASA)**

		a
		Total des exigences de fonds propres (OFR)
	<b>Méthode des sensibilités</b>	
1	Risque de taux d'intérêt global (RTG)	
2	Risque sur actions (EQU)	
3	Risque sur matières premières (COM)	
4	Risque de change (FX)	
5	Risque d'écart de crédit sur expositions hors titrisation (CSR)	
6	Risque d'écart de crédit sur expositions de titrisation hors portefeuille de négociation en corrélation alternatif (CSR hors portefeuille de négociation en corrélation alternatif)	
7	Risque d'écart de crédit sur expositions de titrisation du portefeuille de négociation en corrélation alternatif (CSR portefeuille de négociation en corrélation alternatif)	
	<b>Risque de défaut</b>	
8	Expositions hors titrisation	
9	Expositions de titrisation hors portefeuille de négociation en corrélation alternatif (hors portefeuille de négociation en corrélation alternatif)	
10	Expositions de titrisation du portefeuille de négociation en corrélation alternatif (portefeuille de négociation en corrélation alternatif)	
	<b>Risque résiduel</b>	
EU 11a	Sous-jacents exotiques	
EU 11b	Autres risques résiduels	
12	<b>Total OFR ASA</b>	

**Tableau EU MRB: Exigences de publication d'informations qualitatives pour les établissements utilisant l'approche alternative fondée sur les modèles internes (AIMA)**

		Déclaration au format flexible
EU (a)	<b>Article 455, paragraphe 1, point a), du CRR</b> Description des objectifs en matière d'activités de négociation et des processus mis en œuvre pour identifier, mesurer, surveiller et suivre les risques de marché de l'établissement.	
EU (b)	<b>Article 455, paragraphe 1, point b), du CRR</b> Description des politiques visées à l'article 104, paragraphe 1, servant à déterminer quelle position doit être incluse dans le portefeuille de négociation.	
EU (c)	<b>Article 455, paragraphe 1, point e), du CRR</b> Description de la structure et de l'organisation de la fonction de gestion du risque de marché et de sa gouvernance.	
Point (1) (c) (d) de l'article 455 CRR A) B) Les établissements fournissent une description générale de la structure de la table de négociation et des types d'instruments inclus dans la table de négociation AIMA. Ils communiquent notamment les informations suivantes:		
B (a)	<b>Article 455, paragraphe 1, point c), du CRR</b> Description générale de la structure des tables de négociation couvertes par le modèle interne alternatif visé à l'article 325 <i>terquingagies</i> , y compris, pour chaque table, une description générale de la stratégie commerciale de cette table, des instruments qui y sont admis et des principaux types de risques liés à cette table.	
	<b>Article 455, paragraphe 1, point d), du CRR</b> Vue d'ensemble des positions du portefeuille de négociation qui ne sont pas couvertes par le modèle interne alternatif visé à l'article 325 <i>terquingagies</i> , y compris une description générale de la structure des tables et du type d'instruments inclus dans les tables ou dans les catégories de tables conformément à l'article 104 <i>ter</i> .	
Point (1) (f) de l'article 455 CRR B) C) E) Les établissements décrivent les principales caractéristiques des modèles utilisés au niveau consolidé, y compris les approches utilisées pour valider les modèles et processus de modélisation. Les établissements incluent notamment les éléments suivants:		
B (b) (c) (d) (e)	<b>Article 455, paragraphe 1, point f), i), du CRR</b> Description de la portée, des principales caractéristiques et des principaux choix de modélisation des modèles internes alternatifs visés à l'article 325 <i>terquingagies</i> utilisés pour calculer les montants d'exposition au risque pour les principaux modèles utilisés au niveau consolidé, ainsi qu'une description de la mesure dans laquelle ces modèles internes représentent tous les modèles utilisés au niveau consolidé, y compris, le cas échéant: i) une description générale de l'approche de modélisation utilisée pour calculer la valeur en risque conditionnelle visée à l'article 325 <i>quaterquingagies</i> , paragraphe 1, point a), y compris la fréquence d'actualisation des données;	
C (a)	<b>Article 455, paragraphe 1, point f), ii), du CRR</b> Une description générale de la méthode utilisée pour calculer la mesure du risque selon un scénario de tensions visée à l'article 325 <i>quaterquingagies</i> , paragraphe 1, point b), autre que les précisions prévues à l'article 325 <i>quatersexagies</i> , paragraphe 3;	
Point (1) (f) (iii) de l'article 455 CRR D) Les établissements qui utilisent des modèles internes pour calculer l'exigence de fonds propres pour risque de défaut fournissent les informations suivantes:		
(a) (b)	<b>Article 455, paragraphe 1, point f), iii), du CRR</b> Une description générale de l'approche de modélisation utilisée pour calculer l'exigence de fonds propres supplémentaire pour risque de défaut visée à l'article 325 <i>quaterquingagies</i> , paragraphe 2, y compris la fréquence d'actualisation des données.	

Modèle EU MR2 – Risque de marché dans le cadre de l’approche alternative fondée sur les modèles internes (AIMA)

		a		b		c		d		e		f		g	
		au trimestre en cours		au trimestre en cours		au trimestre en cours		au trimestre en cours		au trimestre en cours		au trimestre en cours		au trimestre en cours	
		valeur la plus récente		valeur moyenne		valeur la plus élevée		valeur la plus basse		Nombre de dépassements recensés sur la base de contrôles a posteriori		valeur la plus récente		Mesure du risque sur les 60 jours ouvrés/ 12 semaines précédents	
COMPOSANTES DE RISQUE															
1	Valeur en risque conditionnelle non limitée (UEST)														
2	Valeur en risque conditionnelle non limitée														
3	Taux d'intérêt														
4	Actions														
5	Matières premières														
6	Change														
7	Écart de crédit														
8	Somme des valeurs en risque conditionnelles non limitées pour chaque grande catégorie de facteurs de risque (ΣUEST)														
9	Valeur en risque conditionnelle (ES <sub>i</sub> )														
10	Mesure du risque selon un scénario de tensions (SS <sub>i</sub> )														
11	Exigence de fonds propres pour risque de défaut (DRC <sub>i</sub> )														
EXIGENCES DE FONDS PROPRES															
12	PLA <sub>addon</sub>														
13	OFR pour les activités au bilan et hors bilan plus PLA <sub>addon</sub> (AIMA + PLA <sub>addon</sub> )														
14	Total ASA OFR pour les tables de négociation non éligibles à l'utilisation de AIMA (ASA <sub>non-aima</sub> )														
15	Différence d'exigences de fonds propres selon AIMA et ASA pour les tables de négociation AIMA (AIMA - ASA <sub>aima</sub> )														
16	ASA OFR pour toutes les tables de négociation (y compris celles faisant l'objet de l'AIMA) (ASA <sub>allportfolios</sub> )														
17	Total OFR AIMA (AIMA <sub>total</sub> )														

Modèle EU MR3 – Risque de marché dans le cadre de l’approche standard simplifiée (SSA)

	a	b	c	d
	Exigences de fonds propres			
	Produits fermes	Options		
		Méthode simplifiée	Méthode delta-plus	Méthode par scénarios
1	Risque de taux d'intérêt (général et spécifique)			
2	Risque sur actions (général et spécifique)			
3	Risque sur matières premières			
4	Risque de change			
5	Titrisation (risque spécifique)			
6	Total OFR SSA			

Tableau EU CVA – Exigences de publication d'informations qualitatives sur le risque d'ajustement de l'évaluation de crédit

		Déclaration au format flexible
(a)	<p><b>Article 445 bis , paragraphe 1, point a), du CRR</b></p> <p>Une description des processus de l'établissement pour gérer le risque d'ajustement de l'évaluation de crédit, comprenant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– une description des processus mis en œuvre pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques d'ajustement de l'évaluation de crédit de l'établissement;</li> <li>– une description de ses politiques en matière de couverture et d'atténuation des risques, ainsi que des stratégies et processus mis en place pour le contrôle de l'efficacité constante de ces couvertures.</li> </ul>	
(b)	<p><b>Article 445 bis , paragraphe 1, point b), du CRR</b></p> <p>Explication précisant si l'établissement remplit ou non toutes les conditions énoncées à l'article 273 bis , paragraphe 2; dans les cas où ces conditions sont remplies, si l'établissement a choisi de calculer les exigences de fonds propres pour risque de CVA selon l'approche simplifiée prévue à l'article 385; dans les cas où l'établissement a choisi de calculer les exigences de fonds propres pour risque de CVA selon l'approche simplifiée, les exigences de fonds propres pour risque de CVA telles que calculées conformément à cette approche.</p>	



**Modèle EU CVA1 – Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit selon l'approche de base réduite**  
**Format fixe**

		a	b
		Composantes des exigences de fonds propres	Exigences de fonds propres
1	Agrégation des composantes systématiques du risque de CVA		
2	Agrégation des composantes idiosyncratiques du risque de CVA		
3	Total		

Tableau EU CVAB – Exigences de publication d’informations qualitatives relatives au risque de CVA pour les établissements utilisant l’approche standard

Point (a) de l'article 445a(2) CRR		Déclaration au format flexible
(a)	Une description de la structure et de l'organisation de la fonction interne de gestion du risque de CVA de l'établissement et de sa gouvernance, comprenant une description du cadre de gestion du risque de CVA de la banque;	
(b)	Une description de la manière dont la direction générale est associée au cadre de gestion du risque de CVA;	
(c)	Une vue d'ensemble de la gouvernance du cadre de gestion du risque de CVA (par exemple documentation, unité indépendante de contrôle des risques, analyse indépendante, indépendance de l'acquisition de données par rapport aux lignes d'activité)	

Modèle EU CVA2 – Risque d’ajustement de l’évaluation de crédit selon l’approche de base complète  
Format fixe

		a	EU b
		Exigences de fonds propres	Montant notionnel des couvertures du risque de CVA
1	BACVA <sup>CSF-noncouvert</sup>		
2	BACVA <sup>CSF-couvert</sup>		
3	Total		
EU 4	CDS à signature unique		
EU 5	CDS indiciels		
EU 6	Total		

Modèle EU CVA3 – Risque d’ajustement de l’évaluation de crédit selon l’approche standard  
Format fixe

		a	b	EU c
		Exigences de fonds propres	Nombre de contreparties	Montant notionnel des couvertures du risque de CVA
	Catégories de risque			
1	Risque de taux d’intérêt			
2	Risque de change			
3	Risque d’écart de crédit de référence			
4	Risque sur actions			
5	Risque sur matières premières			
6	Risque d’écart de crédit de la contrepartie			
7	Total			
	Type de contrepartie des opérations			
EU 8	Banques centrales			
EU 9	Administrations publiques			
EU 10	Établissements de crédit			
EU 11	Entreprises d’investissement			
EU 12	Autres entreprises financières (à l’exclusion des entreprises d’investissement)			
EU 13	Entreprises non financières			
EU 14	Total			
	Couvertures du risque de CVA			
EU 15	CDS à signature unique			
EU 16	CDS indiciels			
EU 17	Autres dérivés classés comme couvertures du risque de CVA			
EU 18	Total			

**Modèle EU CVA4 – États des flux des RWA relatifs au risque d’ajustement de l’évaluation de crédit selon l’approche standard**

Format fixe

		a
		Montant d'exposition pondéré
1	Montant d'exposition pondéré à la fin de la période de déclaration précédente	
2	Montant d'exposition pondéré à la fin de la période de déclaration courante	

**Tableau EU ORA – Informations qualitatives sur le risque opérationnel**  
Champs de texte libre pour la publication d'informations qualitatives

Base juridique	Numéro de ligne	Informations qualitatives – texte libre
Article 446(1)(a) et article 435(1)(a) du CRR	a)	Publication des objectifs et des politiques en matière de gestion des risques
Article 446(1)(a) et article 435(1) (b) du CRR	b)	Publication d'informations sur la structure et l'organisation de la fonction de gestion du risque opérationnel
Article 446(1)(a) et article 435(1) (c) du CRR	c)	Description de la portée et de la nature du système d'évaluation
Article 446(1)(a) et article 435(1) (c) du CRR	d)	Description de la portée et de la nature du cadre de déclaration du risque opérationnel
Article 446(1)(a) et article 435(1) (d) du CRR	e)	Description des politiques et stratégies d'atténuation du risque et de couverture des risques

Modèle EU OR1 – Pertes pour risque opérationnel

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k
	T	T-1	T-2	T-3	T-4	T-5	T-6	T-7	T-8	T-9	Moyenne sur 10 ans
En utilisant le seuil de 20 000 EUR											
1	Montant total des pertes pour risque opérationnel net de recouvrements (pas d'exclusion)										
2	Nombre total de pertes pour risque opérationnel										
3	Montant total de pertes pour risque opérationnel exclues										
4	Nombre total d'événements de risque opérationnel exclus										
5	Montant total des pertes pour risque opérationnel net de recouvrements et net de pertes exclues										
En utilisant le seuil de 100 000 EUR											
6	Montant total des pertes pour risque opérationnel net de recouvrements (pas d'exclusion)										
7	Nombre total de pertes pour risque opérationnel										
8	Montant total de pertes pour risque opérationnel exclues										
9	Nombre total d'événements de risque opérationnel exclus										
10	Montant total des pertes pour risque opérationnel net de recouvrements et net de pertes exclues										
Détails du calcul des exigences de fonds propres pour risque opérationnel											
11	sans objet										
12	sans objet										
13	sans objet										

Modèle EU OR2 — Indicateur d'activité, composantes et sous-composantes

		a	b	c	d
	BI et ses sous-composantes	T	T-1	T-2	Valeur moyenne
1	Composante "intérêts, contrats de location et dividendes" (ILDC)				
EU 1	ILDC correspondant à l'établissement individuel/au groupe consolidé (à l'exclusion des entités mentionnées à l'article 314, paragraphe 3)				
1a	Produits d'intérêts et produits locatifs				
1b	Charges d'intérêts et charges locatives				
1c	Total des actifs/ Composante actifs				
1d	Produits de dividendes/ Composante dividendes				
2	Composante «services» (SC)				
2a	Produits d'honoraires et de commissions				
2b	Charges d'honoraires et de commissions				
2c	Autres produits d'exploitation				
2d	Autres charges d'exploitation				
3	Composante financière (FC)				
3a	Résultat net applicable au portefeuille de négociation (TB)				
3b	Résultat net applicable au portefeuille bancaire (BB)				
EU 3c	Approche suivie pour déterminer la limite TB/BB (approche fondée sur la limite prudentielle ou approche comptable)				
4	Indicateur d'activité (BI)				
5	Composante indicateur d'activité (BIC)				

Informations sur le BI:

	a
6a	BI brut d'activités cédées exclues
6b	Réduction du BI due à l'exclusion des activités cédées
EU 6c	Impact des fusions/acquisitions sur le BI



**Modèle EU OR3 – Exigences de fonds propres pour risque opérationnel et montants d'exposition au risque**

		a
1	Composante indicateur d'activité (BIC)	
EU 1	Exigences de fonds propres (OROF) calculées selon l'approche standard alternative (ASA) en vertu de l'article 314 paragraphe 4	
2	<i>Sans objet</i>	
3	Exigences de fonds propres minimales requises pour risque opérationnel (OROF)	
4	Montants d'exposition au risque opérationnel (REA)	

**Tableau EU IRRBBA – Informations qualitatives sur les risques de taux d'intérêt des activités hors portefeuille de négociation**

Champs de texte libre pour la publication d'informations qualitatives

Numéro de ligne	Informations qualitatives – texte libre		Base juridique
a)	Description de la manière dont l'établissement définit l'IRRBB aux fins de la maîtrise et de la mesure des risques		Article 448, paragraphe 1, point e)
b)	Description des stratégies générales de l'établissement en matière de gestion et d'atténuation de l'IRRBB		Article 448, paragraphe 1, point f)
c)	Périodicité de calcul des mesures de l'IRRBB de l'établissement et description des mesures spécifiques qu'il applique pour jauger sa sensibilité à l'IRRBB		Article 448, paragraphe 1, points e), i) et e), v); Article 448, paragraphe 2
d)	Description des scénarios de chocs de taux d'intérêt et de tensions que l'établissement utilise pour estimer les variations de la valeur économique et des produits d'intérêts nets (le cas échéant)		Article 448, paragraphe 1, point e), iii); Article 448, paragraphe 2
e)	Description des principales hypothèses de modélisation et hypothèses paramétriques qui diffèrent de celles utilisées pour le modèle EU IRRBB1 (le cas échéant)		Article 448, paragraphe 1, point e), ii); Article 448, paragraphe 2
f)	Description générale de la manière dont la banque couvre son IRRBB, ainsi que du traitement comptable correspondant (le cas échéant)		Article 448, paragraphe 1, point e), iv); Article 448, paragraphe 2
g)	Description des principales hypothèses de modélisation et hypothèses paramétriques utilisées pour mesurer l'IRRBB dans le modèle EU IRRBB1 (le cas échéant)		Article 448, paragraphe 1, point c); Article 448, paragraphe 2
h)	Explication de l'importance des mesures de l'IRRBB et de leurs variations importantes par rapport aux informations précédentes		Article 448, paragraphe 1, point d)
i)	Toute autre information pertinente concernant les mesures de l'IRRBB publiée dans le modèle EU IRRBB1 (facultatif)		
(1) (2)	Publication de l'échéance moyenne et de l'échéance la plus longue de révision des taux attribuées aux dépôts sans échéance		Article 448, paragraphe 1, point g)

Tableau EU IRRBBA- Informations qualitatives sur les risques de taux d'intérêt des activités hors portefeuille de négociation

Scénarios prudentiels de chocs	a		b	c		d
	Variations de la valeur économique des fonds propres			Variations des produits d'intérêts nets		
	Exercice en cours	Exercice précédent	Exercice en cours	Exercice précédent		
1 Hausse parallèle						
2 Baisse parallèle						
3 Pentification						
4 Aplatissement						
5 Hausse des taux courts						
6 Baisse des taux courts						

Tableau EU REMA – Politique de rémunération

Les établissements décrivent les principaux éléments de leur politique de rémunération et la manière dont celle-ci est mise en œuvre. En particulier, ils décrivent les éléments suivants, le cas échéant:	
Informations qualitatives	
Informations relatives aux organes qui supervisent la rémunération. Les informations à publier comprennent:	
a)	Le nom, la composition et le mandat de l'organe principal (organe de direction ou comité de rémunération, selon le cas) chargé de superviser la politique de rémunération et le nombre de réunions tenues au cours de l'exercice financier par cet organe principal.
	Les consultants externes dont l'avis a été sollicité, l'organe qui les a mandatés, et dans quels domaines du cadre de rémunération.
	Une description du champ d'application de la politique de rémunération de l'établissement (par exemple, par région, par ligne d'activité), y compris la mesure dans laquelle celle-ci est applicable aux filiales et succursales situées dans des pays tiers.
	Une description du personnel ou des catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'établissement.
Informations relatives à la conception et à la structure du système de rémunération du personnel identifié. Les informations à publier comprennent:	
b)	Une vue d'ensemble des principales caractéristiques et des objectifs de la politique de rémunération, et des informations sur le processus décisionnel utilisé pour définir la politique de rémunération et le rôle des parties prenantes concernées.
	Des informations sur les critères utilisés pour la mesure de la performance et la prise en compte du risque ex ante et ex post.
	Des informations indiquant si l'organe de direction ou le comité de rémunération, s'il en a été établi un, a réexaminé la politique de rémunération au cours de l'année écoulée et, dans l'affirmative, une vue d'ensemble des éventuels changements apportés, des raisons de ces changements et de leur incidence sur la rémunération.
	Des informations indiquant comment l'établissement garantit que la rémunération des membres du personnel exerçant des fonctions de contrôle interne est indépendante des activités qu'ils supervisent.
c)	Politiques et critères appliqués pour l'octroi de rémunérations variables garanties et d'indemnités de départ.
	Description de la manière dont les risques actuels et futurs sont pris en compte dans les processus de rémunération. Les informations à publier comprennent une vue d'ensemble des principaux risques, de leur évaluation et de la manière dont cette évaluation influe sur la rémunération.
d)	Ratios entre composantes fixe et variable de la rémunération définis conformément au point g) de l'article 94, paragraphe 1, de la CRD.
Description de la manière dont l'établissement s'efforce de lier les niveaux de rémunération à la performance réalisée au cours d'une période de mesure de la performance. Les informations à publier comprennent:	
e)	Une vue d'ensemble des principaux critères et indicateurs de performance pour l'établissement, les lignes d'activité et les membres du personnel.
	Une vue d'ensemble de la manière dont les montants de rémunération variable individuelle sont liés aux performances à l'échelle de l'établissement et individuelles.
	Des informations sur les critères utilisés pour déterminer l'équilibre entre les différents types d'instruments octroyés, y compris les actions, les droits de propriété équivalents, les options et autres instruments.
	Des informations sur les mesures que l'établissement mettra en œuvre pour ajuster la rémunération variable en cas de faiblesse des indicateurs de performance, y compris les critères utilisés par l'établissement pour déterminer que des indicateurs de performance sont «faibles».
Description de la manière dont l'établissement s'efforce d'ajuster les rémunérations pour tenir compte des performances à long terme. Les informations à publier comprennent:	
f)	Une vue d'ensemble de la politique de l'établissement en matière de report, de paiement sous la forme d'instruments, de périodes de rétention, et d'acquisition de la rémunération variable, y compris lorsque cette politique diffère selon le personnel ou les catégories de personnel.
	Des informations sur les critères de l'établissement pour les ajustements ex post (malus pendant le report et recouvrement (clawback) après l'acquisition des droits, si la législation nationale le permet).
	Le cas échéant, les exigences en matière de détention de capital qui peuvent être imposées au personnel identifié.
La description des principaux paramètres et de la justification de tout régime à composantes variables et des avantages autres qu'en espèces, conformément à l'article 450, paragraphe 1, point f), du	
g)	Des informations sur les indicateurs de performance spécifiques utilisés pour déterminer les composantes variables de la rémunération et les critères utilisés pour déterminer l'équilibre entre les différents types d'instruments octroyés, y compris les actions, les droits de propriété équivalents, les instruments non numéraires équivalents, les options et les autres instruments.
	Sur demande de l'État membre concerné ou de l'autorité compétente pertinente, la rémunération totale pour chaque membre de l'organe de direction ou de la direction générale.
Des informations indiquant si l'établissement bénéficie d'une dérogation au titre de l'article 94, paragraphe 3, de la CRD conformément à l'article 450, paragraphe 1, point k), du CRR.	
i)	Aux fins de ce point, les établissements qui bénéficient d'une telle dérogation précisent si c'est sur la base de l'article 94, paragraphe 3, point a) ou b), ou de l'article 94, paragraphe 3, points a) et b), de la CRD. Ils indiquent également pour quels principes de rémunération ils appliquent la ou les dérogations, le nombre de membres du personnel qui en bénéficient et leur rémunération totale, ventilée entre rémunération fixe et rémunération variable.
j)	Les établissements de grande taille publient les informations quantitatives sur la rémunération de leur organe collectif de direction en établissant une distinction entre membres exécutifs et membres non exécutifs, conformément à l'article 450, paragraphe 2, du CRR.

Modèle EU REM1 – Rémunérations octroyées pour l'exercice financier

		a	b	c	d
		Organe de direction – Fonction de surveillance	Organe de direction – Fonction de gestion	Autres membres de la direction générale	Autres membres du personnel identifiés
1	Nombre de membres du personnel identifiés				
2		Rémunération fixe totale			
3		Dont: en numéraire			
4		(Sans objet dans l'UE)			
EU-4a		Dont: actions ou droits de propriété équivalents			
5		Dont: instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents			
EU-5x		Dont: autres instruments			
6		(Sans objet dans l'UE)			
7		Dont: autres formes			
8		(Sans objet dans l'UE)			
9		Nombre de membres du personnel identifiés			
10		Rémunération variable totale			
11		Dont: en numéraire			
12		Dont: différée			
EU-13a		Dont: actions ou droits de propriété équivalents			
EU-14a		Dont: différée			
EU-13b	Rémunération variable	Dont: instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents			
EU-14b		Dont: différée			
EU-14x		Dont: autres instruments			
EU-14y		Dont: différée			
15		Dont: autres formes			
16		Dont: différée			
17	Rémunération totale (2 + 10)				

Modèle EU REM2 – Versements spéciaux aux membres du personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'établissement (personnel identifié)

		a	b	c	d
		Organe de direction – Fonction de surveillance	Organe de direction – Fonction de gestion	Autres membres de la direction générale	Autres membres du personnel identifiés
	Rémunérations variables garanties octroyées				
1	Rémunérations variables garanties octroyées – Nombre de membres du personnel identifiés				
2	Rémunérations variables garanties octroyées – Montant total				
3	Dont rémunérations variables garanties octroyées qui ont été versées au cours de l'exercice et qui ne sont pas prises en compte dans le plafonnement des primes				
	Indemnités de départ octroyées au cours des périodes antérieures qui ont été versées au cours de l'exercice				
	Indemnités de départ octroyées au cours des périodes antérieures qui ont été versées au cours de l'exercice – Nombre de membres du personnel identifiés				
4	Indemnités de départ octroyées au cours des périodes antérieures qui ont été versées au cours de l'exercice – Montant total				
5	Indemnités de départ octroyées au cours de l'exercice				
	Indemnités de départ octroyées au cours de l'exercice – Nombre de membres du personnel identifiés				
6	Indemnités de départ octroyées au cours de l'exercice – Montant total				
7	Dont versées au cours de l'exercice				
8	Dont différées				
9	Dont indemnités de départ versées au cours de l'exercice qui ne sont pas prises en compte dans le plafonnement des primes				
10	Dont indemnités les plus élevées octroyées à une seule personne				
11					

Modèle EU REM3 – Rémunérations différées

	a	b	c	d	e	f	EU - g	EU - h
Rémunérations différées et retenues	Montant total des rémunérations différées octroyées au titre des périodes de performance antérieures	Dont devenant acquises au cours de l'exercice	Dont devenant acquises au cours des exercices suivants	Montant de l'ajustement en fonction des performances appliqué au cours de l'exercice aux rémunérations différées qui devaient devenir acquises au cours de l'exercice	Montant de l'ajustement en fonction des performances appliqué au cours de l'exercice aux rémunérations différées qui devaient devenir acquises au cours d'années de performance futures	Montant total de l'ajustement dû à des ajustements implicites ex post (par exemple changements de valeur des rémunérations différées dus aux variations du cours des instruments)	Montant total des rémunérations différées octroyées avant l'exercice effectivement versées au cours de l'exercice	Montant total des rémunérations différées octroyées au titre de périodes de performance antérieures qui sont devenues acquises mais font l'objet de périodes de rétention
1	Organe de direction – Fonction de surveillance							
2	En numéraire							
3	Actions ou droits de propriété équivalents							
4	Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents							
5	Autres instruments							
6	Autres formes							
7	Organe de direction – Fonction de gestion							
8	En numéraire							
9	Actions ou droits de propriété équivalents							
	Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents							
10	Autres instruments							
11	Autres formes							
12	Autres membres de la direction							
13	Générale							
14	En numéraire							
15	Actions ou droits de propriété équivalents							
	Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents							
16	Autres instruments							
17	Autres formes							
18	Autres membres du personnel							
19	Identifiés							
20	En numéraire							
21	Actions ou droits de propriété équivalents							
	Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents							
22	Autres instruments							
23	Autres formes							
24	Montant total							

**Modèle EU REM4 – Rémunérations de 1 million d'EUR ou plus par exercice**

		a
	EUR	Membres du personnel identifiés comme à hauts revenus conformément à l'article 450, point i), du CRR.
1	de 1 000 000 à moins de 1 500 000	
2	de 1 500 000 à moins de 2 000 000	
3	de 2 000 000 à moins de 2 500 000	
4	de 2 500 000 à moins de 3 000 000	
5	de 3 000 000 à moins de 3 500 000	
6	de 3 500 000 à moins de 4 000 000	
7	de 4 000 000 à moins de 4 500 000	
8	de 4 500 000 à moins de 5 000 000	
9	de 5 000 000 à moins de 6 000 000	
10	de 6 000 000 à moins de 7 000 000	
11	de 7 000 000 à moins de 8 000 000	
x	Ajouter, le cas échéant, autant de fourchettes de rémunération supplémentaires que nécessaire.	



Modèle EU REM5 – Informations sur les rémunérations des membres du personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'établissement (personnel identifié)

	a			b		c	d	e	f	g	h	i	j
	Rémunérations dans l'organe de direction			Organe de direction – Fonction de gestion		Ensemble de l'organe de direction	Banque d'investissement	Banque de détail	Gestion d'actifs	Fonctions transversales	Fonctions de contrôle interne indépendant	Tous les autres	Total
1	Nombre total de membres du personnel identifiés												
2	Dont: membres de l'organe de direction												
3	Dont: autres membres de la direction générale												
4	Dont: autres membres du personnel identifiés												
5	Rémunération totale des membres du personnel identifiés												
6	Dont: rémunération variable												
7	Dont: rémunération fixe												

Modèle EU AE1 – Actifs grevés et actifs non grevés

	Valeur comptable des actifs grevés		Juste valeur des actifs grevés		Valeur comptable des actifs non grevés		Juste valeur des actifs non grevés	
	010	dont EHQLA et HQLA théoriquement éligibles	030	dont EHQLA et HQLA théoriquement éligibles	060	dont EHQLA et HQLA	080	dont EHQLA et HQLA
010	Actifs de l'établissement publiant les informations							
030	Instruments de capitaux propres							
040	Titres de créance							
050	dont: obligations garanties							
060	dont: titrisations							
070	dont: émis par des administrations publiques							
080	dont: émis par des sociétés financières							
090	dont: émis par des sociétés non financières							
120	Autres actifs							

Modèle EU AE2 – Sûretés reçues et propres titres de créance émis

		Juste valeur des sûretés grevées reçues ou des propres titres de créance grevés émis		Non grevé	
			dont EHQLA et HQLA théoriquement éligibles	Juste valeur des sûretés reçues ou propres titres de créance émis pouvant être grevés	dont EHQLA et HQLA
		010	030	040	060
130	Sûretés reçues par l'établissement publiant les informations				
140	Prêts à vue				
150	Instruments de capitaux propres				
160	Titres de créance				
170	dont: obligations garanties				
180	dont: titrisations				
190	dont: émis par des administrations publiques				
200	dont: émis par des sociétés financières				
210	dont: émis par des sociétés non financières				
220	Prêts et avances autres que prêts à vue				
230	Autres sûretés reçues				
240	Propres titres de créance émis autres que propres obligations garanties ou titrisations				
241	Propres obligations garanties et titrisations émises et non encore données en nantissement				
250	TOTAL SÛRETÉS REÇUES ET PROPRES TITRES DE CRÉANCE ÉMIS				

Modèle EU AE3 – Sources des charges grevant les actifs

		Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, sûretés reçues et propres titres de créance émis, autres qu'obligations garanties et titrisations, grevés
		010	030
010	Valeur comptable de passifs financiers sélectionnés		

**Tableau EU AE4 – Informations descriptives complémentaires**

Champs de texte libre pour la publication d'informations qualitatives, conformément à l'article 443 CRR

Numéro de ligne	Informations qualitatives – texte libre
(a)	Informations descriptives générales sur les charges grevant les actifs
(b)	Informations descriptives concernant l'impact du modèle économique sur les charges grevant les actifs et l'importance de ces charges pour le modèle de financement de l'établissement, qui fournissent aux utilisateurs le contexte des informations requises dans les modèles EU AE1 et EU AE2.

Tableau 1 – Informations qualitatives sur le risque environnemental  
conformément à l'article 449 bis du CRR

Numéro de ligne	Informations qualitatives – texte libre	
	Stratégie et processus économiques	
a)	Stratégie économique de l'établissement visant à intégrer les facteurs et les risques environnementaux, en tenant compte de leur incidence sur l'environnement économique, le modèle économique, la stratégie et la planification financière de l'établissement	
b)	Objectifs, cibles et limites pour l'évaluation et la gestion du risque environnemental à court, moyen et long terme, et évaluation des performances au regard de ces objectifs, cibles et limites, y compris les informations prospectives relatives à la définition de la stratégie et des processus économiques	
c)	Activités d'investissement actuelles et cibles d'investissement (futurs) en faveur d'objectifs environnementaux et d'activités alignées sur la taxinomie de l'UE	
d)	Politiques et procédures de dialogue direct et indirect avec des contreparties nouvelles ou existantes sur leurs stratégies d'atténuation et de réduction des risques environnementaux	
	Gouvernance	
e)	Responsabilités de l'organe de direction dans l'établissement du cadre de tolérance au risque et dans la supervision et la gestion de la mise en œuvre des objectifs, de la stratégie et des politiques définis dans le contexte de la gestion des risques environnementaux, couvrant les canaux de transmission pertinents	
f)	Intégration par l'organe de direction des effets à court, moyen et long terme des facteurs et risques environnementaux dans la structure organisationnelle, tant au sein des lignes d'activité que des fonctions de contrôle interne de l'établissement	
g)	Intégration de mesures de gestion des facteurs et des risques environnementaux dans les dispositifs de gouvernance interne, y compris le rôle des comités, la répartition des tâches et des responsabilités et le circuit de retour d'information entre la fonction de gestion des risques et l'organe de direction, couvrant les canaux de transmission pertinents	
h)	Chaînes de communication de rapports relatifs au risque environnemental et fréquence des rapports	
i)	Alignement de la politique de rémunération sur les objectifs de l'établissement en matière de risques environnementaux	
	Gestion des risques	
j)	Intégration des effets à court, moyen et long terme des facteurs et risques environnementaux dans le cadre de tolérance des risques	
k)	Définitions, méthodologies et normes internationales sur lesquelles repose le cadre de gestion des risques environnementaux	
l)	Processus d'identification, de mesure et de suivi des activités et des expositions (et, le cas échéant, des sûretés) sensibles aux risques environnementaux, couvrant les canaux de transmission pertinents	
m)	Activités, engagements et expositions contribuant à atténuer les risques environnementaux	
n)	Mise en œuvre d'outils d'identification, de mesure et de gestion des risques environnementaux	
o)	Résultats et conclusions tirées de la mise en œuvre des outils et incidence estimée du risque environnemental sur le profil de risque de fonds propres et de liquidité	
p)	Disponibilité, qualité et exactitude des données, et efforts visant à améliorer ces aspects	
q)	Description des limites fixées aux risques environnementaux (en tant que vecteurs de risques prudentiels) et déclenchant la saisie des échelons supérieurs et l'exclusion du portefeuille en cas de dépassement	
r)	Description du lien (canaux de transmission) entre les risques environnementaux et le risque de crédit, le risque de liquidité et de financement, le risque de marché, le risque opérationnel et le risque de réputation dans le cadre de gestion des risques	

**Tableau 2 – Informations qualitatives sur le risque social**  
conformément à l'article 449 *bis* du CRR

Numéro de ligne	Informations qualitatives – texte libre	
	Stratégie et processus économiques	
a)	Ajustement de la stratégie économique de l'établissement visant à intégrer les facteurs et les risques sociaux, en tenant compte de l'incidence du risque social sur l'environnement économique, le modèle économique, la stratégie et la planification financière de l'établissement	
b)	Objectifs, cibles et limites pour l'évaluation et la gestion du risque social à court, moyen et long terme, et évaluation des performances au regard de ces objectifs, cibles et limites, y compris les informations prospectives entrant dans la définition de la stratégie et des processus économiques	
c)	Politiques et procédures de dialogue direct et indirect avec des contreparties nouvelles ou existantes sur leurs stratégies d'atténuation et de réduction des activités socialement dommageables	
	<b>Gouvernance</b>	
d)	Responsabilités de l'organe de direction dans l'établissement du cadre de tolérance au risque et dans la supervision et la gestion de la mise en œuvre des objectifs, de la stratégie et des politiques définis dans le contexte de la gestion du risque social, couvrant les approches suivies par les contreparties en ce qui concerne:	
i)	les activités en faveur de la communauté et de la société	
ii)	les relations de travail et les normes de travail	
iii)	la protection des consommateurs et la responsabilité des produits	
iv)	les droits de l'homme	
e)	Intégration de mesures de gestion des facteurs et des risques sociaux dans les dispositifs de gouvernance interne, y compris le rôle des comités, la répartition des tâches et des responsabilités, et le circuit de retour d'information entre la fonction de gestion des risques et l'organe de direction	
f)	Canaux de communication de rapports relatifs au risque social et fréquence des rapports	
g)	Alignement de la politique de rémunération sur les objectifs de l'établissement liés au risque social	
	<b>Gestion des risques</b>	
h)	Définitions, méthodologies et normes internationales sur lesquelles repose le cadre de gestion du risque social	
i)	Processus d'identification, de mesure et de suivi des activités et des expositions (et, le cas échéant, des sûretés) sensibles aux risques sociaux, couvrant les canaux de transmission pertinents	
j)	Activités, engagements et actifs contribuant à atténuer le risque social	
k)	Mise en œuvre d'outils d'identification et de gestion du risque social	
l)	Description de la fixation de limites au risque social et des cas déclenchant la saisie des échelons supérieurs et l'exclusion du portefeuille en cas de dépassement	
m)	Description du lien (canaux de transmission) entre les risques sociaux et le risque de crédit, le risque de liquidité et de financement, le risque de marché, le risque opérationnel et le risque de réputation dans le cadre de gestion des risques	

**Tableau 3 – Informations qualitatives sur le risque de gouvernance**  
conformément à l'article 449 *bis* du CRR

Numéro de ligne	Informations qualitatives – texte libre	
	Gouvernance	
a)	Intégration par l'établissement, dans ses dispositifs de gouvernance, de la performance de la contrepartie en matière de gouvernance, y compris au niveau des comités de l'organe supérieur de gouvernance de cette dernière et de ses comités chargés des décisions sur les questions économiques, environnementales et sociales	
b)	Prise en compte par l'établissement du rôle de l'organe supérieur de gouvernance de la contrepartie dans la publication d'informations non financières	
c)	Intégration par l'établissement, dans les dispositifs de gouvernance, de la performance de ses contreparties en matière de gouvernance, notamment:	
i)	Considérations éthiques	
ii)	Stratégie et gestion des risques	
iii)	Inclusivité	
iv)	Transparence	
v)	Gestion des conflits d'intérêts	
vi)	Communication interne sur les préoccupations critiques	
	Gestion des risques	
d)	Intégration par l'établissement, dans ses dispositifs de gestion des risques, de la performance de ses contreparties en matière de gouvernance en matière de:	
i)	Considérations éthiques	
ii)	Stratégie et gestion des risques	
iii)	Inclusivité	
iv)	Transparence	
v)	Gestion des conflits d'intérêts	
vi)	Communication interne sur les préoccupations critiques	



Modèle 1: Portefeuille bancaire – Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique: Qualité de crédit des expositions par secteur, émissions et échéance résiduelle

[illegible]

Modèle 2: Portefeuille bancaire – Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique: Prêts garantis par des biens immobiliers – Efficacité énergétique des sûretés

Secteur de la contrepartie		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p				
		Valeur comptable brute totale (en Mio EUR)																			
		Niveau d'efficacité énergétique (performance énergétique en kWh/m² des sûretés)								Sans le label du certificat de performance énergétique des sûretés											
		0; <= 100		> 100; <= 200		> 200; <= 300		> 300; <= 400		> 400; <= 500		> 500		A	B	C	D	E	F	G	Dont niveau d'efficacité énergétique (performance énergétique en kWh/m² des sûretés) estimé
1	Total UE																				
2	Dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux																				
3	Dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels																				
4	Dont sûretés obtenues par prise de possession: biens immobiliers résidentiels et commerciaux																				
5	Dont niveau d'efficacité énergétique (performance énergétique en kWh/m² des sûretés) estimé																				
6	Total non-UE																				
7	Dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux																				
8	Dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels																				
9	Dont sûretés obtenues par prise de possession: biens immobiliers résidentiels et commerciaux																				
10	Dont niveau d'efficacité énergétique (performance énergétique en kWh/m² des sûretés) estimé																				

Modèle 3 : Portefeuille bancaire – Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique: Paramètres d'alignement						
	a	b	c	d	e	f
	Secteur	Secteurs NACE (à minima)	Valeur comptable brute du portefeuille (en Mio EUR)	Paramètre d'alignement**	Année de référence	Distance par rapport au scénario ZEN 2050 de l'AIE, en %***
						g
						Cible (année de référence + 3 ans)
1	Électricité	Voir la liste ci-dessous*				
2	Combustion de combustibles fossiles					
3	Industrie automobile					
4	Transport aérien					
5	Transport maritime					
6	Production de ciment, de clinker et de chaux					
7	Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques					
8	Produits chimiques					
9	... éventuels ajouts pertinents en fonction du modèle économique de l'établissement					
*** Distance temporelle par rapport aux jalons pour 2030 du scénario ZEN 2050, en points de pourcentage (pour chaque paramètre)						
* Liste des secteurs NACE à prendre en considération						
Secteur de l'AIE		Colonne b – Secteurs NACE (à minima) – Secteurs requis		** Exemples de paramètres – liste non exhaustive. Les établissements utilisent les paramètres définis par le scénario de l'AIE.		
Secteur du modèle		Secteur	code			
Transport maritime		transport maritime	301	Tonnage moyen de CO2 par passager-km		
Transport maritime		transport maritime	3011			
Transport maritime		transport maritime	3012			
Transport maritime		transport maritime	3315			
Transport maritime		transport maritime	50	Moyenne en gCO2/MJ		
Transport maritime		transport maritime	501			
Transport maritime		transport maritime	5010			
Transport maritime		transport maritime	502			
Transport maritime		transport maritime	5020	Proportion moyenne de technologies à forte intensité de carbone (MCI).		
Transport maritime		transport maritime	5222			
Transport maritime		transport maritime	5224			
Transport maritime		transport maritime	5229			
Électricité		électricité	27	Tonnage moyen de CO2 par MWh		
Électricité		électricité	2712			
Électricité		électricité	3314			
Électricité		électricité	35			
Électricité		électricité	351	Proportion moyenne de technologies à forte intensité de carbone (pétrole, gaz, charbon).		
Électricité		électricité	3511			
Électricité		électricité	3512			
Électricité		électricité	3513			
Électricité		électricité	3514	Tonnage moyen de CO2 par GJ		
Électricité		électricité	4321			
Combustion de combustibles fossiles		pétrole et gaz	91			
Combustion de combustibles fossiles		pétrole et gaz	910			
Combustion de combustibles fossiles		pétrole et gaz	192	Proportion moyenne de technologies à forte intensité de carbone (MCI).		
Combustion de combustibles fossiles		pétrole et gaz	1920			
Combustion de combustibles fossiles		pétrole et gaz	2014			
Combustion de combustibles fossiles		pétrole et gaz	352			
Combustion de combustibles fossiles		pétrole et gaz	3521	Proportion moyenne de technologies à forte intensité de carbone (MCI).		
Combustion de combustibles fossiles		pétrole et gaz	3522			
Combustion de combustibles fossiles		pétrole et gaz	3523			
Combustion de combustibles fossiles		pétrole et gaz	4612			
Combustion de combustibles fossiles		pétrole et gaz	4671	Tonnage moyen de CO2 par tonne produite		
Combustion de combustibles fossiles		pétrole et gaz	6			
Combustion de combustibles fossiles		pétrole et gaz	61			
Combustion de combustibles fossiles		pétrole et gaz	610			
Combustion de combustibles fossiles		pétrole et gaz	62	Proportion moyenne de technologies à forte intensité de carbone (MCI).		
Combustion de combustibles fossiles		pétrole et gaz	620			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	24			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	241			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	2410	Proportion moyenne de technologies à forte intensité de carbone (MCI).		
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	242			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	2420			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	2434			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	244	Tonnage moyen de CO2 par tonne produite		
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	2442			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	2444			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	2445			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	245	Proportion moyenne de technologies à forte intensité de carbone (MCI).		
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	2451			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	2452			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	25			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	251	Tonnage moyen de CO2 par tonne produite		
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	2511			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	4672			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		charbon	5			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		charbon	51	Proportion moyenne de technologies à forte intensité de carbone (MCI).		
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		charbon	510			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		charbon	52			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		charbon	520			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	7	Proportion moyenne de technologies à forte intensité de carbone (MCI).		
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	72			
Production de fer et d'acier, de coke et de minerais métalliques		acier	729			
Combustion de combustibles fossiles		charbon	8			
Combustion de combustibles fossiles		charbon	9	Tonnage moyen de CO2 par tonne produite		
Production de ciment, de clinker et de chaux		ciment	235			
Production de ciment, de clinker et de chaux		ciment	2351			
Production de ciment, de clinker et de chaux		ciment	2352			
Production de ciment, de clinker et de chaux		ciment	236	Proportion moyenne de technologies à forte intensité de carbone (MCI).		
Production de ciment, de clinker et de chaux		ciment	2361			
Production de ciment, de clinker et de chaux		ciment	2363			
Production de ciment, de clinker et de chaux		ciment	2364			
Production de ciment, de clinker et de chaux		ciment	811	Proportion moyenne de technologies à forte intensité de carbone (MCI).		
Production de ciment, de clinker et de chaux		ciment	89			
transport aérien		transport aérien	3030			
transport aérien		transport aérien	3316			
transport aérien		transport aérien	511	Tonnage moyen de CO2 par passager-km		
transport aérien		transport aérien	5110			
transport aérien		transport aérien	512			
transport aérien		transport aérien	5121			
transport aérien		transport aérien	5223	Proportion moyenne de technologies à forte intensité de carbone (MCI).		
Industrie automobile		industrie automobile	2815			
Industrie automobile		industrie automobile	29			
Industrie automobile		industrie automobile	291			
Industrie automobile		industrie automobile	2910	Proportion moyenne de technologies à forte intensité de carbone (MCI).		
Industrie automobile		industrie automobile	292			
Industrie automobile		industrie automobile	2920			
Industrie automobile		industrie automobile	293			
Industrie automobile		industrie automobile	2932			

Modèle 4: Portefeuille bancaire – Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique: Expositions sur les 20 plus grandes entreprises à forte intensité de carbone

a	b	c	d	e
Valeur comptable brute (agrégée)	Valeur comptable brute de l'exposition sur les contreparties par rapport à la valeur comptable brute totale (agrégée)*	Dont durables sur le plan environnemental (CCM)	Échéance moyenne pondérée	Nombre d'entreprises faisant partie des 20 plus grandes entreprises polluantes incluses
1				

\*Pour les contreparties figurant parmi les 20 entreprises qui émettent le plus de carbone dans le monde

Modèle 5: Portefeuille bancaire – Indicateurs du risque physique potentiellement lié au changement climatique: Expositions soumises à un risque physique.

a				b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o
				Valeur comptable brute (en Mio EUR)													
Variable: Zone géographique soumise à un risque physique lié au changement climatique – événements aigus et chroniques				dont expositions sensibles aux effets d'événements physiques liés au changement climatique													
				Ventilation par tranche d'échéance				dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique									
				<= 5 ans	> 5 ans <= 10 ans	> 10 ans <= 20 ans	> 20 ans	Echéance moyenne pondérée	dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique chroniques	dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique aigus	dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique tant chroniques qu'aigus	Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions			
1	A – Agriculture, sylviculture et pêche																
2	2 – Industries extractives																
3	C – Industrie manufacturière																
4	D – Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné																
5	E – Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution																
6	F – Services de bâtiments et travaux publics																
7	G – Commerce de gros et de détail, réparation d'automobiles et de motocycles																
8	H – Transports et entreposage																
9	L – Activités immobilières																
10	Prets garantis par des biens immobiliers résidentiels																
11	Prets garantis par des biens immobiliers commerciaux																
12	Autres secteurs																
13	Autres secteurs pertinents (ventilation ci-dessous, le cas échéant)																

Modèle 6. Récapitulatif des ICP des expositions alignées sur la taxinomie

	ICP			% de couverture (par rapport au total des actifs)*
	Atténuation du changement climatique	Adaptation au changement climatique	Total (atténuation du changement climatique + adaptation au changement climatique)	
GAR Encours				
GAR Flux				

\* % d'actifs sur lesquels porte l'ICP, par rapport au total des actifs bancaires

	Mio EUR	Date de référence des informations T	TOTAL (CCM + CCA)					
			Atténuation du changement climatique (CCA)		Adaptation au changement climatique (CCA)		Dont sur des secteurs pertinents pour la taxeonomie (éligibles à la taxeonomie)	
	Valeur comptable bruta totale		Dont sur des secteurs pertinents pour la taxeonomie (éligibles à la taxeonomie)		Dont durable sur le plan environnemental (alignés sur la taxeonomie)		Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxeonomie)	
			Dont financement spécialisé	Dont transitoire	Dont habitant	Dont financement spécialisé	Dont habitant	
			(taxinoomie)	(taxinoomie)	(taxinoomie)	(taxinoomie)	(taxinoomie)	
GAR – Actifs couverts inclus à la fois dans le numérateur et dans le dénominateur								
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que de négociation et éligibles pour le calcul du GAR.							
2	Entreprises financières							
3	Etablissements de crédit							
4	Prêts et avances							
5	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (LoP)							
6	Instruments de capitaux propres							
7	Autres entreprises financières							
8	dont entreprises d'investissement							
9	Prêts et avances							
10	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (LoP)							
11	Instruments de capitaux propres							
12	dont sociétés de gestion							
13	Prêts et avances							
14	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (LoP)							
15	Instruments de capitaux propres							
16	dont entreprises d'assurance							
17	Prêts et avances							
18	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (LoP)							
19	Instruments de capitaux propres							
20	Entreprises non financières (soumises aux obligations de publication de la NFRD)							
21	Prêts et avances							
22	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (LoP)							
23	Instruments de capitaux propres							
24	Ménages							
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers							
26	dont prêts à la rénovation de bâtiments							
27	dont prêts pour véhicules à moteur							
28	Financement d'administrations locales							
29	Financement de logements							
30	Autres financements d'administrations locales résidentielles et commerciales							
31	Sûretés obtenues par prise de possession: biens immobiliers							
32	TOTAL DES ACTIFS DU GAR							
Actifs exclus du numérateur pour le calcul du GAR (mais inclus dans le dénominateur)								
33	Entreprises non financières de l'UE (non soumises aux obligations de publication de la NFRD)							
34	Prêts et avances							
35	Titres de créance							
36	Instruments de capitaux propres							
37	Entreprises non financières non-UE (non soumises aux obligations de publication de la NFRD)							
38	Prêts et avances							
39	Titres de créance							
40	Instruments de capitaux propres							
41	Dérivés							
42	Prêts interbancaires à vue							
43	Trésorerie et équivalents de trésorerie							
44	Autres actifs (goodwill, matières premières, etc.)							
45	TOTAL DES ACTIFS AU DÉNOMINATEUR (GAR)							
Autres actifs exclus à la fois du numérateur et du dénominateur pour le calcul du GAR								
46	Souverains							
47	Expositions sur des banques centrales							
48	Portefeuille de négociation							
49	TOTAL DES ACTIFS EXCLUS DU NUMÉRATEUR ET DU DÉNOMINATEUR							
50	TOTAL ACTIFS							

[illegible]



Modèle 3 – Mesures d'atténuation: BFM

Modèle 3.1 – Mesures d'atténuation: Actifs, entrant dans le calcul du BFM

1	Mots-clés	Date de référence des informations T											
		Aténuation du changement climatique (CCA)						Adaptation au changement climatique (CAA)					
		Dont sur des secteurs pertinents pour la taxonomy (éligibles à la taxonomy)						Dont sur des secteurs pertinents pour la taxonomy (éligibles à la taxonomy)					
		Valeur comptable brute totale		Dont: financement spécialisé		Dont: financement transitionnel		Dont: financement habilitant		Dont: financement spécialisé		Dont: financement transitionnel	
		Part financement spécialisé	Part financement transitionnel	Part financement spécialisé	Part financement transitionnel	Part financement spécialisé	Part financement transitionnel	Part financement spécialisé	Part financement transitionnel	Part financement spécialisé	Part financement transitionnel		
Total des actifs du CAC													
Actifs exclus du numérateur et inclus dans le dénominateur pour le calcul du CAC mais inclus dans le numérateur et le dénominateur pour le BFM													
2	Entreprises non financières de l'UE (non soumises aux obligations de publication de la NFRD)												
3	Prêts et avances												
4	Dont prêts garantis par des biens immobiliers												
5	Dont prêts à la rénovation de bâtiments												
6	Titres de créance												
7	Autres actifs financiers non garantis par des biens immobiliers												
8	Entreprises non financières non-UE (non soumises aux obligations de publication de la NFRD)												
9	Prêts et avances												
10	Dont prêts garantis par des biens immobiliers												
11	Dont prêts à la rénovation de bâtiments												
12	TOTAL DES ACTES DU BFM												
Actifs exclus du numérateur pour le calcul du BFM (mais inclus dans le dénominateur)													
13	Dérivés												
14	Prêts interfinanciers à long terme												
15	Titres de créance et dérivés de la dette												
16	Autres actifs financiers non garantis par des biens immobiliers, etc.)												
17	TOTAL DES ACTES AU DÉNOMINATEUR												
Autres actifs exclus à la fois du numérateur et du dénominateur pour le calcul du BFM													
18	TOTAL DES ACTES EXCLUS DU NUMÉRATEUR ET DU DÉNOMINATEUR												
19	TOTAL ACTIFS												

Modèle 3.2 – BFM 3

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000	1001	1002	1003	1004	1005	1006	1007	1008	1009	1010	1011	1012	1013	1014	1015	1016	1017	1018	1019	1020	1021	1022	1023	1024	1025	1026	1027	1028	1029	1030	1031	1032	1033	1034	1035	1036	1037	1038	1039	1040	1041	1042	1043	1044	1045	1046	1047	1048	1049	1050	1051	1052	1053	1054	1055	1056	1057	1058	1059	1060	1061	1062	1063	1064	1065	1066	1067	1068	1069	1070	1071	1072	1073	1074	1075	1076	1077	1078	1079	1080	1081	1082	1083	1084	1085	1086	1087	1088	1089	1090	1091	1092	1093	1094	1095	1096	1097	1098	1099	1100	1101	1102	1103	1104	1105	1106	1107	1108	1109	1110	1111	1112	1113	1114	1115	1116	1117	1118	1119	1120	1121	1122	1123	1124
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

Modèle 3.3 – Tableau récapitulatif – BFM 3

	ICP	Total Adaptation au changement climatique (CCA) + CCM	% de couverture (par rapport aux actifs relatifs)
Adaptation de changement climatique (CCA)			
BTAR En cours			
BTAR Fin			

Modèle 10 – Autres mesures d’atténuation du changement climatique non couvertes dans le règlement (UE) 2020/852

	a	b	c	d	e	f
	Type d'instrument financier	Catégorie de contrepartie	Valeur comptable brute (en Mio EUR)	Type de risque atténué (risque de transition lié au changement climatique)	Type de risque atténué (risque physique lié au changement climatique)	Informations qualitatives sur la nature des mesures d'atténuation
1	Obligations (par ex. vertes, durables, liées à la durabilité en vertu de normes autres que les normes de l'UE)	Entreprises financières				
2		Entreprises non financières				
3		Dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux				
4		Autres contreparties				
5	Prêts (par ex. verts, durables, liés à la durabilité en vertu de normes autres que les normes de l'UE)	Entreprises financières				
6		Entreprises non financières				
7		Dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux				
8		Ménages				
9		Dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels				
10		dont prêts à la rénovation de bâtiments				
11		Autres contreparties				

Modèle EU CAE1 – Expositions aux crypto-actifs

		Valeur exposée au risque	Montants d'exposition pondérés (RWEA)	Exigences de fonds propres
Type d'expositions		a	b	c
1	Actifs traditionnels tokenisés			
2	Jetons se référant à des actifs			
3	Expositions sur d'autres crypto-actifs			
4	Total			
Pour mémoire				
5	Expositions sur d'autres crypto-actifs, exprimées en pourcentage des fonds propres de catégorie 1 de l'établissement			

## ANNEXE II

## TABLEAU DE CORRESPONDANCE

Présent règlement	Règlement d'exécution (UE) 2021/637
Article 1 <sup>er</sup>	Article 1 <sup>er</sup> , paragraphes 1, 2, 3 et 4
Article 2	Article 2
Article 3	Article 3, paragraphes 1, 2, 3 et 4
Article 4	Article 4
Article 5	Article 5
Article 6	Article 6
Article 7, paragraphe 1	Article 6 bis, paragraphe 1
Article 7, paragraphe 2	Article 6 bis, paragraphe 2
Article 8	Article 7
Article 9, paragraphe 1	Article 8, paragraphes 1 et 2
Article 9, paragraphe 2	Article 8, paragraphe 3
Article 9, paragraphe 3	Article 8, paragraphe 4
Article 9, paragraphe 4	Article 8, paragraphe 5
Article 9, paragraphe 5	Article 8, paragraphe 6
Article 10	Article 9
Article 11	Article 10
Article 12	Article 11
Article 13	Article 12
Article 14	Article 13
Article 15	Article 14
Article 16	Article 15
Article 17	—
Article 18	Article 16
Article 19	Article 16 bis, paragraphes 1, 2 et 3
Article 20	Article 17
Article 21	Article 18
Article 22	Article 18 bis
Article 23	—
Article 24	—
Article 25	Article 19
Article 26	—
Article 27	—
Article 28	—

Annexe I	Annexe I
Annexe I	Annexe III
Annexe I	Annexe V
Annexe I	Annexe VII
Annexe I	Annexe IX
Annexe I	Annexe XI
Annexe I	Annexe XIII
Annexe I	Annexe XV
Annexe I	Annexe XVII
Annexe I	Annexe XIX
Annexe I	Annexe XXI
Annexe I	Annexe XXIII
Annexe I	Annexe XXV
Annexe I	Annexe XXVII
Annexe I	Annexe XXIX
Annexe I	Annexe XXXI
Annexe I	Annexe XXXIII
Annexe I	Annexe XXXV
Annexe I	Annexe XXXVII
Annexe I	Annexe XXXIX